

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 468

20 février 2015

SOMMAIRE

AeK Wien SIF	22420	Jagdwaffenschmiede Britten & Jochem Sàrl	
A.N. International S.à.r.l.	22421		22424
AptarGroup Global Holding S.à r.l.	22440	Lynch Invest S.A.	22419
BayernInvest Luxembourg S.A.	22422	Meté S.A.	22420
BayernInvest Luxembourg S.A.	22423	MK Astro Lux Properties S.à r.l.	22424
Bike-Fit S.à r.l.	22464	PH International Holdings I S.à r.l.	22422
Birkel Réfrigération S.à r.l.	22421	Premium Properties III S.à r.l.	22418
BKC-Fonds	22419	Premium Properties S.à r.l.	22436
Brit Investments S.A.	22447	Property Augsburg S.à r.l.	22426
Carolin Finance S.à r.l.	22443	Property Bamberg/München S.à r.l.	22426
CFL intermodal	22419	Property Bamberg/München S.à r.l.	22431
CGLux S. à r.l.	22436	Property Hof S.à r.l.	22431
CondorInvest-Universal	22420	SCI Fiogal	22424
Egée International I S.à r.l.	22440	Secura Topco S.à r.l.	22446
Eleva Ucits Fund	22449	Sol Invictus Snacking Group S.A.	22421
Financière du Cazeau S.A.	22418	Trion Financial Services SA	22423
Gecam Adviser Fund	22421	Universal-Investment-Luxembourg S.A.	
German Bond Opportunities UI (FCP) ...	22420		22419
Globavia S.A.	22463	Valindus S.A.	22418
HBG Finance S.à r.l.	22437	VIP Home Car Wash S.à r.l.	22418

VIP Home Car Wash S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7, avenue du Rock'n Roll.

R.C.S. Luxembourg B 147.457.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La gérance

Référence de publication: 2015011007/10.

(150012257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Premium Properties III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 168.786.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015010867/10.

(150012506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Financière du Cazeau S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 64.483.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 9 mars 2015 à 16.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2014, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2014.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015030175/1023/16.

Valindus S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 52.813.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 9 mars 2015 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2014, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2014.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015030174/1023/16.

CFL intermodal, Société Anonyme.

Siège social: L-3451 Dudelange, Zone Industrielle «Riedgen».
R.C.S. Luxembourg B 42.021.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015010495/10.

(150012350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

BKC-Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, betreffend den Fonds BKC-Fonds, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde in geänderter Fassung beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 20. Februar 2015.

Für den BKC-Fonds

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015027063/12.

(150030435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Universal-Investment-Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.
R.C.S. Luxembourg B 75.014.

Das Verwaltungsreglement, betreffend den Fonds Global Multi Asset Strategy UI, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde in geänderter Fassung beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, 20. Februar 2015.

Für den Global Multi Asset Strategy UI

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015027067/15.

(150030439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Lynch Invest S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 135.683.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 12/02/2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'art 203 de la loi du 10 /08/1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

- LYNCH INVEST SA, dont le siège social à L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue, a été dénoncé en date du 4 juillet 2014

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry Schiltz, juge au tribunal d'arrondissement, et liquidateur Maître Christelle Radocchia, avocat à la cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 5 mars 2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Radocchia

Le liquidateur

Référence de publication: 2015026799/19.

(150030637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

AeK Wien SIF, Fonds Commun de Placement.

Die konsolidierten Vertragsbedingungen des Fonds AeK Wien SIF, welcher von der UBS Fund Management (Luxembourg) S.A. verwaltet wird und dem Gesetz vom 13. Februar 2007 unterliegt, wurden am 18. Februar 2015 am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt und treten am 20. Februar 2015 in Kraft.

Im Namen von

UBS Fund Management (Luxembourg) S.A.

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015028864/11.

(150033267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

CondorInvest-Universal, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, betreffend den Fonds CondorInvest-Universal welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 20. Februar 2015.

Für den CondorInvest-Universal

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015027065/12.

(150030437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

German Bond Opportunities UI (FCP), Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, betreffend den Fonds German Bond Opportunities UI, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 20. Februar 2015.

Für den German Bond Opportunities UI

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015027066/12.

(150030438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Mete S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 97.491.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 12/02/2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'art 203 de la loi du 10 /08/1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- METE SA, dont le siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, a été dénoncé en date du 24 septembre 2012

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry Schiltz, juge au tribunal d'arrondissement, et liquidateur Maître Christelle Radocchia, avocat à la cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 5 mars 2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Radocchia

Le liquidateur

Référence de publication: 2015026820/19.

(150030639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Birkel Réfrigération S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6450 Echternach, 22, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 170.743.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015010439/10.

(150012128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Gecam Adviser Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, betreffend den Fonds GECAM ADVISER FUND, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 20. Februar 2015.

Für den GECAM ADVISER FUND

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015027068/12.

(150030730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

A.N. International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 153.257.

Suite à un transfert de siège social, il convient de modifier l'adresse de Sandrine Anton précédemment au 35 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg par:

1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange

Leudelange, le 16 janvier 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015009400/13.

(150011006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Sol Invictus Snacking Group S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 161.294.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 12/02/2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'art 203 de la loi du 10 /08/1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

- SOL INVICTUS SNACKING GROUP SA, dont le siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, a été dénoncé en date du 18 avril 2012

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry Schiltz, juge au tribunal d'arrondissement, et liquidateur Maître Christelle Radocchia, avocat à la cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 5 mars 2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Radocchia

Le liquidateur

Référence de publication: 2015027002/19.

(150030638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

PH International Holdings I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.269.559.656,53.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.788.

En date du 25 novembre 2014, 6.891.554.623 (six milliards huit cent quatre-vingt-onze millions cinq cent cinquante-quatre mille six cent vingt-trois) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale de 0,01 EUR (un cent d'euro) chacune, ont été transférées par PH International Holdings II S.à r.l., une société à responsabilité limitée, organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.215, à Yum! Restaurants International Management LLC, une société de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Delaware Secretary of State sous le numéro 5642718.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015010856/19.

(150012477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

BayernInvest Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 37.803.

**Mitteilung bzgl. des Gesetzes vom 28. Juli 2014
über die Immobilisierung von Inhaberaktien und -anteilen
und
Mitteilung an die Anteilhaber des BayernInvest Short Term Fonds
(Anteilkategorie TL, ISIN: LU0034055755 / WKN: 971778)**

Infolge des Luxemburger Gesetzes vom 28. Juli 2014 über die Immobilisierung von Inhaberaktien und -anteilen sind mit Wirkung zum 19. Februar 2015 alle im Umlauf befindlichen Inhaberanteile bei einer durch die Verwaltungsgesellschaft benannten Verwahrstelle zu immobilisieren bzw. zu registrieren.

Dies betrifft ausschließlich die Inhaberanteile des o.g. Teilfonds BayernInvest Short Term Fonds. Für alle anderen Fonds und Teilfonds der BayernInvest Luxembourg S.A. sind keine Inhaberanteile im Umlauf bzw. ist deren Ausgabe ausgeschlossen.

Als Verwahrstelle hat die BayernInvest Luxembourg S.A. die

M.M.Warburg & CO Luxembourg S.A.
2, Place François-Joseph Dargent
L-1413 Luxembourg

benannt.

Ab dem 19. Februar 2015 werden die Rechte an nicht immobilisierten/registrierten Anteilen bis zur Immobilisierung/Registrierung bei der Verwahrstelle ausgesetzt.

Solche Anteile, welche bis zum 18. Februar 2016 nicht registriert bzw. immobilisiert wurden, müssen durch die Verwaltungsgesellschaft annulliert werden. In diesem Fall werden die Gelder aus den annullierten Anteilen bei der Caisse de Consignation hinterlegt, bis eine Person, die ihre Eigenschaft als Inhaber der betroffenen Anteile belegen kann, deren Herausgabe verlangt.

Der jeweilige aktuelle Verkaufsprospekt, die wesentlichen Anlegerinformationen nebst Verwaltungsreglement sind kostenfrei bei den Verwaltungsgesellschaften sowie bei den jeweiligen Zahl- und Informationsstellen erhältlich.

Luxembourg, im Februar 2015.

Der Verwaltungsrat

BayernInvest Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2015028146/33.

Trion Financial Services SA, Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-5811 Fentange, 67, route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 136.000.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 12 février 2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de TRION FINANCIAL SERVICES S.A., avec siège social à L-5811 Fentange, 67, route de Bettembourg, de fait inconnue à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent LUCAS, juge, et liquidateur Maître Catherine DELSAUX SCHOY, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 5 mars 2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme
Maître Catherine Delsaux Schoy
Le liquidateur

Référence de publication: 2015028829/19.

(150032623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

BayernInvest Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 37.803.

—
**Mitteilung bzgl. des Gesetzes vom 28. Juli 2014
über die Immobilisierung von Inhaberaktien und -anteilen
und**

Mitteilung an die Anteilhaber des BayernInvest Short Term Fonds
(Anteilklasse TL, ISIN: LU0034055755 / WKN: 971778)

Infolge des Luxemburger Gesetzes vom 28. Juli 2014 über die Immobilisierung von Inhaberaktien und -anteilen sind mit Wirkung zum 19. Februar 2015 alle im Umlauf befindlichen Inhaberanteile bei einer durch die Verwaltungsgesellschaft benannten Verwahrstelle zu immobilisieren bzw. zu registrieren.

Dies betrifft ausschließlich die Inhaberanteile des o.g. Teilfonds BayernInvest Short Term Fonds. Für alle anderen Fonds und Teilfonds der BayernInvest Luxembourg S.A. sind keine Inhaberanteile im Umlauf bzw. ist deren Ausgabe ausgeschlossen.

Als Verwahrstelle hat die BayernInvest Luxembourg S.A. die

M.M.Warburg & CO Luxembourg S.A.
2, Place François-Joseph Dargent
L-1413 Luxembourg

benannt.

Ab dem 19. Februar 2015 werden die Rechte an nicht immobilisierten/registrierten Anteilen bis zur Immobilisierung/Registrierung bei der Verwahrstelle ausgesetzt.

Solche Anteile, welche bis zum 18. Februar 2016 nicht registriert bzw. immobilisiert wurden, müssen durch die Verwaltungsgesellschaft annulliert werden. In diesem Fall werden die Gelder aus den annullierten Anteilen bei der Caisse de Consignation hinterlegt, bis eine Person, die ihre Eigenschaft als Inhaber der betroffenen Anteile belegen kann, deren Herausgabe verlangt.

Der jeweilige aktuelle Verkaufsprospekt, die wesentlichen Anlegerinformationen nebst Verwaltungsreglement sind kostenfrei bei den Verwaltungsgesellschaften sowie bei den jeweiligen Zahl- und Informationsstellen erhältlich.

Luxembourg, im Februar 2015.

Der Verwaltungsrat
BayernInvest Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2015028147/33.

Jagdwaffenschmiede Britten & Jochem Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5675 Burmerange, 7, rue Flammang.
R.C.S. Luxembourg B 175.640.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Ehnen, le 20 janvier 2015.
Référence de publication: 2015010684/10.
(150012152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

MK Astro Lux Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 192.666.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 31 décembre 2014

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de nommer Ben Roberts, née le 9 février 1983 Washington, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 6363 N. State Highway 161, Suite 601, Irving, Texas 75038, en tant que gérant A de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2015 et ce pour une durée illimitée;
- d'accepter la démission de Jonathan Fiorello en leur qualité de gérants A de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2015; Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Référence de publication: 2015009990/15.

(150010925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

SCI Fiogal, Société Civile.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 68, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg E 5.560.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le neuf février.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

- 1.- Monsieur Patrick GALAMPOIX, salarié, né à Sarcelles (France), le 14 décembre 1963, demeurant à L-7243 Bereldange, 23, rue du 10 Octobre, et
- 2.- Madame Nathalie GALAMPOIX, née FIORITI, gérante de sociétés, née à Thionville (F), le 11 septembre 1965, demeurant à L-7243 Bereldange, 23, rue du 10 Octobre.

Lesquelles personnes comparantes ont requis le notaire instrumentant d'acter les statuts d'une société civile qu'elles déclarent constituer entre elles comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société civile régie par la loi de 1915 sur les sociétés commerciales et civiles, telle qu'elle a été modifiée par les lois subséquentes, et par les articles 1832 et suivants du code civil.

Art. 2. La société a pour objet la mise en valeur et la gestion de tous les immeubles qu'elle pourrait acquérir.

La société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques. Elle peut faire toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement et l'exploitation.

Art. 3. La dénomination de la société est "SCI FIOGAL".

Art. 4. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché sur simple décision de l'assemblée générale.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Elle pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant à l'unanimité des parts d'intérêts.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de deux mille cinq cents euros (2.500,- EUR), divisé en cent (100) parts d'intérêts de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

En raison de leurs apports, il est attribué:

à 1.- Monsieur Patrick GALAMPOIX, cinquante parts d'intérêts;	50
à 2.- Madame Nathalie GALAMPOIX, née FIORITI, cinquante parts d'intérêts;	50
Total: cent parts d'intérêts;	100

La mise des associés ne pourra être augmentée que de leur accord unanime.

L'intégralité de l'apport devra être libérée sur demande du gérant ou des associés. Les intérêts courent à partir de la date de l'appel des fonds ou apports.

Il est expressément prévu que la titularité de chaque part représentative du capital souscrit pourra être exercée:

- soit en pleine propriété;
- soit en usufruit, par un associé dénommé "usufruitier" et en nue-propriété par un associé dénommé "nu-propriétaire".

Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés par chaque part sont déterminés ainsi qu'il suit:

- droits sociaux dans leur ensemble;
- droit de vote aux assemblées générales;
- droits aux dividendes;
- droit préférentiel de souscription des parts nouvelles en cas d'augmentation de capital;

Les droits attachés à la qualité de nu-propriétaire et conférés par chaque part sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de liquidation de la société suivant les modalités prévues ci-après sub b).

En cas de vente de l'usufruit ou de la nue-propriété, la valeur de l'usufruit ou de la nue-propriété sera déterminée:

- a) par la valeur de la pleine propriété des parts établie en conformité avec les règles d'évaluation prescrites par la loi;
- b) par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue-propriété conformément aux dixièmes forfaitaires fixés par les lois applicables au Grand-Duché de Luxembourg en matière d'enregistrement et de droits de succession.

Art. 7. Les parts d'intérêts sont librement cessibles entre associés.

Elles sont incessibles entre vifs ou pour cause de mort à des tiers non-associés sans l'accord des associés représentant 75% du capital en cas de cession entre vifs, respectivement sans l'accord unanime de tous les associés restants en cas de cession pour cause de mort.

En cas de transfert par l'un des associés de ses parts d'intérêts à un tiers les autres associés bénéficieront d'un droit de préemption sur ces parts, à un prix agréé entre associés et fixé à l'unanimité d'année en année lors de l'assemblée générale statuant sur le bilan et le résultat de chaque exercice.

Le droit de préemption s'exercera par chaque associé proportionnellement à sa participation au capital social. En cas de renonciation d'un associé à ce droit de préemption, sa part profitera aux autres associés dans la mesure de leur quote-part dans le capital restant.

Art. 8. La dissolution de la société n'est pas entraînée de plein droit par le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé, ni par la cessation des fonctions ou la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

Si les associés survivants n'exercent pas leur droit de préemption en totalité, la société continuera entre les associés et les héritiers de l'associé décédé.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables à l'unanimité de tous les associés.

Art. 10. Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom et pour compte de la société.

La société se trouve valablement engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle d'un gérant tant pour les actes d'administration que de disposition.

Art. 11. Le bilan est soumis à l'approbation des associés qui décident de l'emploi des bénéfices. En cas de distribution de bénéfices, les bénéfices sont répartis entre les associés en proportion de leurs parts d'intérêts.

Art. 12. Les engagements des associés à l'égard des tiers sont fixés conformément aux articles 1862, 1863 et 1864 du code civil. Les pertes et dettes de la société sont supportées par les associés en proportion du nombre de leurs parts dans la société.

Art. 13. L'assemblée des associés se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent sur convocation d'un gérant ou sur convocation d'un des associés.

L'assemblée statue valablement sur tous les points de l'ordre du jour et ses décisions sont prises à la simple majorité des voix des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix.

Toutefois les modifications aux statuts doivent être décidées à l'unanimité des associés.

Art. 14. En cas de dissolution, la liquidation sera faite par le ou les gérants ou par les associés selon le cas, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, à environ 800,- EUR.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les personnes comparantes, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent comme dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris les résolutions suivantes:

1.- L'adresse du siège social est établi à L-2561 Luxembourg, 68, rue de Strasbourg.

2.- Sont nommés aux fonctions de gérants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Patrick GALAMPOIX, salarié, né à Sarcelles (France), le 14 décembre 1963, demeurant à L-7243 Bereldange, 23, rue du 10 Octobre, et

- Madame Nathalie GALAMPOIX, née FIORITI, gérante de sociétés, née à Thionville (F), le 11 septembre 1965, demeurant à L-7243 Bereldange, 23, rue du 10 Octobre.

Vis-à-vis de tiers, la Société est valablement engagée et représentée par la signature individuelle de chacun des gérants, y compris pour constituer hypothèque et pour accorder mainlevée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Nathalie GALAMPOIX, Patrick GALAMPOIX, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 11 février 2015. Relation GAC/2015/1141. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015026264/109.

(150029682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Property Augsburg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.497.

Property Bamberg/München S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.543.

—
MERGER PROPOSAL

In the year thousand and fifteen, on the fourth day of the month of February,

Before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Property Augsburg S.à r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.497,

(hereafter the "Absorbed Company"),

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

and

Property Bamberg/München S.à r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, having a share

capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.543,

(hereafter the “Absorbing Company” and together with the Absorbed Company, the “Merging companies”)

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed in due and legal form by the proxyholder and the undersigned notary.

The Merging Companies, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

(A) The respective board of managers of the Merging Companies at their meeting held on 26 January 2015 have decided to propose to the sole shareholder of the Merging Companies to merge the two aforementioned companies by contribution of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company (the “Merger”).

(B) The purpose of the Merger is to combine the business of the Absorbed Company and the Absorbing Company in order to decrease the costs and increase the efficiency of the corporate structure to which the Merging Companies belong (the “Structure”) and to ultimately result in commercial benefits for the Structure.

(C) The sole shareholder of the Absorbed Company will therefore be entitled to shares of the Absorbing Company.

(D) The board of managers of each of the Merging Companies unanimously approved the following terms and conditions of the Merger that reads as follows:

1. The Merging Companies.

1.1 The Absorbing Company, Property Bamberg/München S.à r.l., incorporated as a société à responsabilité limitée under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.543 was incorporated on 2 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary then residing in Luxembourg-Bonnevoie, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) number 162 of 23 February 2005, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600), which articles of association have been amended for the last time on 31 December 2014 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial.

1.2 The Absorbed Company, which will be merged into the Absorbing Company (fusion-absorption), Property Augsburg S.à r.l., is a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.497, was incorporated on 2 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary then residing in Luxembourg Bonnevoie, published in the Mémorial number 163 of 23 February 2005, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600), which articles of association have been amended for the last time on 31 December 2014 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial.

1.3 In this respect, the board of managers of each of the Merging Companies have decided at their meetings of 26 January 2015 to propose to the shareholder of the Companies (the “Shareholder”) to merge the Absorbed Company into the Absorbing Company.

2. Decision of the sole shareholder of the Absorbed Company and the Absorbing Company.

2.1 It is proposed to the Shareholder to approve the proposed Merger, whereby, in the context of its dissolution without liquidation, the Absorbed Company will transfer to the Absorbing Company all of its assets and liabilities, in accordance with Article 274 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”) pursuant to a decision of the sole shareholder of the Merging Companies (each a “Shareholder’s Decision” and together the “Shareholders’ Decisions”).

2.2 The Shareholders’ Decisions shall be taken at the earliest one (1) month following the publication of the Merger Proposal in the Mémorial (the “Publication”).

3. Effective date of Merger. The Merger shall become effective from a legal perspective between the relevant parties on the date of the last Shareholder’s Decision (the “Effective Date”). The Merger shall have no effect vis-à-vis third parties until completion of the publication in the Mémorial for each of the Merging Companies of the Shareholder’s Decisions approving the Merger.

4. Exchange ratio of the shares - terms of the delivery of the share.

4.1 The exchange ratio with respect to the Merger shall be the following: in exchange of one hundred twenty six (126) shares held in the Absorbed Company, the shareholder of the Absorbed Company shall receive seventeen (17) shares of the Absorbing Company each with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100), representing an exchange ratio of approximately 7.41:1 which shall be allocated on the Effective Date (the “Exchange Ratio”).

4.2 There will be no additional cash payment (soulte) to the Shareholder in connection with the Merger.

4.3 As a result of the Merger, the shareholder of the Absorbed Company shall be registered in the shareholders’ register of the Absorbing Company as owner of the seventeen (17) shares as of the day of the Effective Date.

4.4 Appropriate filings shall be made at the Registre de Commerce et des Sociétés.

5. Cancellation. As a result of the Merger, all the shares issued by the Absorbed Company will be cancelled by the Shareholder's Decision of the Absorbed Company and the shareholder of the Absorbed Company will receive seventeen (17) newly issued shares of the Absorbing Company as described under (4) above.

6. The date as from which the shares to be issued by the Absorbing Company shall carry the right to participate in the profits and any special condition regarding that right. As a result of the Merger, the newly issued shares of the Absorbing Company shall, as from the Effective Date carry the right to participate in the profits of the Absorbing Company. No special conditions are attached to that right.

7. The date as from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for tax and accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company. For both tax and accounting purposes the operations of the Absorbed Company shall be treated as being carried out on behalf of the Absorbing Company starting from 31 January 2014.

8. The rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them. Neither the Absorbing nor the Absorbed Company have issued any instruments or securities other than the shares held by its Shareholder and no special rights are attached to such shares.

9. Any special advantages granted to the independent auditors, to the members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies and to the supervisory auditors.

9.1 No special advantages have been granted to any person (including the members of the board of managers or the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Merging Companies).

9.2 The respective board of managers of the Merging Companies have proposed to the Shareholder to waive in accordance with Article 266(5) of the Law the examination by an independent expert of the common draft Merger Proposal and the expert report. The Shareholder has granted such waiver pursuant to resolutions adopted on 26 January 2015 (the "Waiver Resolutions").

9.3 In addition, in accordance with Articles 265 (3) and 267 (1) second paragraph of the Law, the Shareholder has, in the Waiver Resolutions, resolved to waive its rights to the report of the board of managers provided by Article 265 (1) of the Law with respect to the Merging Companies and their rights to the accounting statements provided by Article 267 (1) c) of the Law.

10. Available Merger information. The Merger Proposal, as well as the documents listed in Article 267 paragraph 1 of the Law are available at the respective registered office of the Merging Companies as from the Publication and at least one (1) month before the date of the respective Shareholders' Meeting. Copies thereof may be obtained on request, free of charge.

11. Effects of the Merger from a legal perspective. The Merger entails ipso jure and simultaneously the following consequences:

11.1 the universal transfer, both as between the Absorbed Company and the Absorbing Company and with regards to third parties, of the totality of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company;

11.2 the shareholder of the Absorbed Company become shareholder of the Absorbing Company;

11.3 the Absorbed Company ceases to exist, without being liquidated;

11.4 the cancellation of the shares of the Absorbed Company held by the Absorbing Company or the company being absorbed or by any person acting in his own name but on behalf of either of those companies;

11.5 In case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

In accordance with the provisions of Article 271 paragraph (2) of the Law the undersigned notary certifies the lawfulness of this merger proposal established in accordance with the Law.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,400.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the Parties hereto, this deed is drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatre février.

Par-devant nous, Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

Property Augsburg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.497, et dont le capital social s'élève à 12.600 EUR,

(ci-après, la «Société Absorbée»),

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné,

et

Property Bamberg/München S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.543, et dont le capital social s'élève à 12.600 EUR,

(ci-après, la «Société Absorbante» et ensemble avec la Société Absorbée, les «Sociétés qui Fusionnent»)

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné.

Les Sociétés qui Fusionnent, agissant en les qualités mentionnées ci-dessus, ont déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

(A) Les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent lors de leurs réunions du 26 janvier 2015 ont décidé de proposer à l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent de fusionner les deux sociétés précitées par l'apport de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante (la «Fusion»).

(B) Le but de la fusion est de combiner les activités de la Société Absorbée et de la Société Absorbante afin de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité de la structure du groupe auquel les Sociétés qui Fusionnent appartiennent (le «Groupe») et d'ainsi aboutir à des retombées commerciales pour le Groupe.

(C) L'associé unique de la Société Absorbée aura par conséquent droit à des parts sociales de la Société Absorbante.

(D) Les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent ont unanimement les termes du projet de fusion qui ont la teneur suivante:

1. Les Sociétés qui Fusionnent.

1.1 La Société Absorbante, Property Bamberg/München S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 104.888, a été constituée le 2 décembre 2004 par acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire alors de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 162 du 23 février 2005, dont le capital social s'élève à douze mille six cents euros (12.600 EUR), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 décembre 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial.

1.2 La Société Absorbée, qui fusionnera par absorption avec la Société Absorbante, Property Augsburg S.à r.l., est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 104.497, a été constituée le 2 décembre 2004 par acte de Me Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial numéro 163 du 23 février 2005, dont le capital social s'élève à douze mille six cents euros (12.600 EUR), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 décembre 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial.

1.3 A cet égard, les conseils de gérance de chacune des Sociétés qui Fusionnent ont décidé lors de leurs réunions du 26 janvier 2015 de proposer à l'associé unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante (l'«Associé») de fusionner la Société Absorbée avec la Société Absorbante.

2. Décision de l'associé unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante.

2.1 Il est proposé à l'Associé d'approuver la Fusion proposée, par laquelle, dans le cadre de sa dissolution sans liquidation, la Société Absorbée transfèrera à la Société Absorbante l'ensemble de son patrimoine actif et passif, conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), en vertu d'une décision de l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent (chacune une «Décision de l'Associé» et ensemble les «Décisions de l'Associé»).

2.2 Les Décisions de l'Associé seront prises au plus tôt un (1) mois à compter de la publication du Projet de Fusion au Mémorial (la «Publication»).

3. Date de prise d'effet de la Fusion. La Fusion prendra effet d'un point de vue juridique entre les parties concernées à la date de la dernière Décision de l'Associé (la «Date de Prise d'Effet»). La Fusion ne sera opposable aux tiers qu'à

compter de la publication au Mémorial pour chacune des Sociétés qui Fusionnent des Décisions de l'Associé approuvant la Fusion.

4. Rapport d'échange des parts sociales - modalités de remise des parts sociales.

4.1 Le rapport d'échange dans le cadre de la Fusion sera le suivant: en échange de cent vingt-six (126) actions détenues dans la Société Absorbée, l'associé de la Société Absorbée recevra dix-sept (17) parts sociales de la Société Absorbante d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR), ce qui représente un rapport d'échange d'approximativement 7.41:1 qui seront allouées à la Date de Prise d'Effet (le «Rapport d'Échange»).

4.2 Aucune soulte additionnelle ne sera versée à l'Associé dans le cadre de la Fusion.

4.3 À la suite de la Fusion, l'Associé de la Société Absorbée sera inscrit dans le registre des associés de la Société Absorbante comme propriétaire des dix-sept (17) parts sociales le jour de la Date de Prise d'Effet.

4.4 Les dépôts nécessaires seront effectués auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

5. Annulation. À la suite de la Fusion, l'ensemble des parts sociales émises par la Société Absorbée seront annulées par la Décision de l'Associé de la Société Absorbée et l'associé de la Société Absorbée recevra dix-sept (17) parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante comme décrit au point (4) ci-dessus.

6. La date à partir de laquelle les parts sociales à émettre par la Société Absorbante donneront le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute condition particulière relative à ce droit. À la suite de la Fusion, les parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante donneront, à compter de la Date de Prise d'Effet, le droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante. Aucune condition particulière n'est attachée à ce droit.

7. La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies du point de vue fiscal et comptable pour le compte de la Société Absorbante. Tant du point de vue fiscal que comptable, les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à compter du 31 janvier 2014.

8. Les droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales, ou les mesures proposées à leur égard. Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée n'ont émis d'instruments ou de titres autres que des parts sociales détenues par leur associé respectif et aucun droit spécial n'est attaché à ces parts sociales.

9. Les avantages particuliers attribués aux réviseurs d'entreprises, aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle, et aux commissaires aux comptes.

9.1 Aucun avantage particulier n'a été attribué à quelque personne que ce soit (en ce compris les membres du conseil de gérance ou le réviseur d'entreprises agréé des Sociétés qui Fusionnent).

9.2 Conformément à l'article 266(5) de la Loi, les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent ont proposé à l'associé des Sociétés de renoncer à l'examen par un expert indépendant du Projet commun de Fusion et du rapport d'expert. L'Associé de chacune des Sociétés qui Fusionnent a accordé cette renonciation en vertu des résolutions prises le 26 janvier 2015 (les «Résolutions de Renonciation»).

9.3 En outre, conformément aux articles 265 (3) et 267 (1) alinéa 2 de la Loi, l'Associé a, dans les Résolutions de Renonciation, décidé de renoncer au rapport du conseil de gérance prévu à l'article 265 (1) de la Loi concernant les Sociétés qui Fusionnent et à l'état comptable prévu à l'article 267 (1) c) de la Loi.

10. Informations disponibles sur la Fusion.

10.1 Le Projet de Fusion, ainsi que les documents repris à l'article 267 paragraphe 1 de la Loi sont mis à disposition au siège social de chacune des Sociétés qui Fusionnent à compter de la Publication et ce, au moins un (1) mois avant la date de l'Assemblée Générale respective. Les copies desdits documents peut être obtenue sur demande et sans frais.

11. Effets de la Fusion d'un point de vue juridique. La Fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:

11.1 la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

11.2 l'associé de la Société Absorbée devient associé de la Société Absorbante;

11.3 la Société Absorbée cesse d'exister, sans être liquidée;

11.4 l'annulation des parts sociales de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante ou par la société étant absorbée ou encore par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de l'une de ces sociétés;

11.5 en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Conformément aux provisions de l'article 271 paragraphe 2 de la Loi, le notaire soussigné certifie la légalité du projet de fusion rédigé conformément à la Loi.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à EUR 1.400,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes personnes comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, le mandataire des parties comparantes et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: A. SANCHEZ, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 1, le 11 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4351. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015028682/259.

(150032461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Property Hof S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.498.

Property Bamberg/München S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.543.

—
MERGER PROPOSAL

In the year thousand and fifteen, on the fourth day of the month of February,

Before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Property Hof S.à r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.498,

(hereafter the "Absorbed Company"),

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

and

Property Bamberg/München S.à r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.543,

(hereafter the "Absorbing Company" and together with the Absorbed Company, the "Merging companies")

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary.

The Merging Companies, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

(A) The respective board of managers of the Merging Companies at their meeting held on 26 January 2015 have decided to propose to the sole shareholder of the Merging Companies to merge the two aforementioned companies by contribution of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company (the "Merger").

(B) The purpose of the Merger is to combine the business of the Absorbed Company and the Absorbing Company in order to decrease the costs and increase the efficiency of the corporate structure to which the Merging Companies belong (the "Structure") and to ultimately result in commercial benefits for the Structure.

(C) The sole shareholder of the Absorbed Company will therefore be entitled to shares of the Absorbing Company.

(D) The board of managers of each of the Merging Companies unanimously approved the following terms and conditions of the Merger that reads as follows:

1. The Merging Companies.

1.1 The Absorbing Company, Property Bamberg/München S.à r.l., incorporated as a société à responsabilité limitée under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.543 was incorporated on 2 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary then residing in Luxembourg-Bonnevoie, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 162 of 23 February 2005, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600), which articles of association have been amended for the last time on 31 December 2014 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial.

1.2 The Absorbed Company, which will be merged into the Absorbing Company (fusion-absorption), Property Hof S.à r.l., is a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.498, was incorporated on 2 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary then residing in Luxembourg Bonnevoie, published in the Mémorial number 163 of 23 February 2005, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600), which articles of association have been amended for the last time on 31 December 2014 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial.

1.3 In this respect, the board of managers of each of the Merging Companies have decided at their meetings of 26 January 2015 to propose to the shareholder of the Companies (the "Shareholder") to merge the Absorbed Company into the Absorbing Company.

2. Decision of the sole shareholder of the Absorbed Company and the Absorbing Company.

2.1 It is proposed to the Shareholder to approve the proposed Merger, whereby, in the context of its dissolution without liquidation, the Absorbed Company will transfer to the Absorbing Company all of its assets and liabilities, in accordance with Article 274 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") pursuant to a decision of the sole shareholder of the Merging Companies (each a "Shareholder's Decision" and together the "Shareholders' Decisions").

2.2 The Shareholders' Decisions shall be taken at the earliest one (1) month following the publication of the Merger Proposal in the Mémorial (the "Publication").

3. Effective date of Merger. The Merger shall become effective from a legal perspective between the relevant parties on the date of the last Shareholder's Decision (the "Effective Date"). The Merger shall have no effect vis-à-vis third parties until completion of the publication in the Mémorial for each of the Merging Companies of the Shareholder's Decisions approving the Merger.

4. Exchange ratio of the shares - terms of the delivery of the share.

4.1 The exchange ratio with respect to the Merger shall be the following: in exchange of one hundred twenty-six (126) shares held in the Absorbed Company, the shareholder of the Absorbed Company shall receive three (3) shares of the Absorbing Company each with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100), representing an exchange ratio of 42:1 which shall be allocated on the Effective Date (the "Exchange Ratio").

4.2 There will be no additional cash payment (soulte) to the Shareholder in connection with the Merger.

4.3 As a result of the Merger, the shareholder of the Absorbed Company shall be registered in the shareholders' register of the Absorbing Company as owner of the three (3) shares as of the day of the Effective Date.

4.4 Appropriate filings shall be made at the Registre de Commerce et des Sociétés.

5. Cancellation. As a result of the Merger, all the shares issued by the Absorbed Company will be cancelled by the Shareholder's Decision of the Absorbed Company and the shareholder of the Absorbed Company will receive three (3) newly issued shares of the Absorbing Company as described under (4) above.

6. The date as from which the shares to be issued by the Absorbing Company shall carry the right to participate in the profits and any special condition regarding that right. As a result of the Merger, the newly issued shares of the Absorbing Company shall, as from the Effective Date carry the right to participate in the profits of the Absorbing Company. No special conditions are attached to that right.

7. The date as from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for tax and accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company. For both tax and accounting purposes the operations of the Absorbed Company shall be treated as being carried out on behalf of the Absorbing Company starting from 31 January 2014.

8. The rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them. Neither the Absorbing nor the Absorbed Company have

issued any instruments or securities other than the shares held by its Shareholder and no special rights are attached to such shares.

9. Any special advantages granted to the independent auditors, to the members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies and to the supervisory auditors.

9.1 No special advantages have been granted to any person (including the members of the board of managers or the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Merging Companies).

9.2 The respective board of managers of the Merging Companies have proposed to the Shareholder to waive in accordance with Article 266(5) of the Law the examination by an independent expert of the common draft Merger Proposal and the expert report. The Shareholder has granted such waiver pursuant to resolutions adopted on 26 January 2015 (the "Waiver Resolutions").

9.3 In addition, in accordance with Articles 265 (3) and 267 (1) second paragraph of the Law, the Shareholder has, in the Waiver Resolutions, resolved to waive its rights to the report of the board of managers provided by Article 265 (1) of the Law with respect to the Merging Companies and their rights to the accounting statements provided by Article 267 (1) c) of the Law.

10. Available Merger information. The Merger Proposal, as well as the documents listed in Article 267 paragraph 1 of the Law are available at the respective registered office of the Merging Companies as from the Publication and at least one (1) month before the date of the respective Shareholders' Meeting. Copies thereof may be obtained on request, free of charge.

11. Effects of the Merger from a legal perspective. The Merger entails ipso jure and simultaneously the following consequences:

11.1 the universal transfer, both as between the Absorbed Company and the Absorbing Company and with regards to third parties, of the totality of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company;

11.2 the shareholder of the Absorbed Company become shareholder of the Absorbing Company;

11.3 the Absorbed Company ceases to exist, without being liquidated;

11.4 the cancellation of the shares of the Absorbed Company held by the Absorbing Company or the company being absorbed or by any person acting in his own name but on behalf of either of those companies;

11.5 In case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

In accordance with the provisions of Article 271 paragraph (2) of the Law the undersigned notary certifies the lawfulness of this merger proposal established in accordance with the Law.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,400.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the Parties hereto, this deed is drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatre février.

Par-devant nous, Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

Property Hof S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.498, et dont le capital social s'élève à 12.600 EUR,

(ci-après, la «Société Absorbée»),

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné,

et

Property Bamberg/München S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.543, et dont le capital social s'élève à 12.600 EUR,

(ci-après, la «Société Absorbante» et ensemble avec la Société Absorbée, les «Sociétés qui Fusionnent»)

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné.

Les Sociétés qui Fusionnent, agissant en les qualités mentionnées ci-dessus, ont déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

(A) Les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent lors de leurs réunions du 26 janvier 2015 ont décidé de proposer à l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent de fusionner les deux sociétés précitées par l'apport de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante (la «Fusion»).

(B) Le but de la fusion est de combiner les activités de la Société Absorbée et de la Société Absorbante afin de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité de la structure du groupe auquel les Sociétés qui Fusionnent appartiennent (le «Groupe») et d'ainsi aboutir à des retombées commerciales pour le Groupe.

(C) L'associé unique de la Société Absorbée aura par conséquent droit à des parts sociales de la Société Absorbante.

(D) Les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent ont unanimement les termes du projet de fusion qui ont la teneur suivante:

1. Les Sociétés qui Fusionnent.

1.1 La Société Absorbante, Property Bamberg/München S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 104.543, a été constituée le 2 décembre 2004 par acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire alors de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 162 du 23 février 2005, dont le capital social s'élève à douze mille six cents euros (12.600 EUR), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 décembre 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial.

1.2 La Société Absorbée, qui fusionnera par absorption avec la Société Absorbante, Property Hof S.à r.l., est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 104.498, a été constituée le 2 décembre 2004 par acte de Me Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial numéro 163 du 23 février 2005, dont le capital social s'élève à douze mille six cents euros (12.600 EUR), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 décembre 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial.

1.3 A cet égard, les conseils de gérance de chacune des Sociétés qui Fusionnent ont décidé lors de leurs réunions du 26 janvier 2015 de proposer à l'associé unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante (l'«Associé») de fusionner la Société Absorbée avec la Société Absorbante.

2. Décision de l'associé unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante.

2.1 Il est proposé à l'Associé d'approuver la Fusion proposée, par laquelle, dans le cadre de sa dissolution sans liquidation, la Société Absorbée transfèrera à la Société Absorbante l'ensemble de son patrimoine actif et passif, conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), en vertu d'une décision de l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent (chacune une «Décision de l'Associé») et ensemble les «Décisions de l'Associé».

2.2 Les Décisions de l'Associé seront prises au plus tôt un (1) mois à compter de la publication du Projet de Fusion au Mémorial (la «Publication»).

3. Date de prise d'effet de la Fusion. La Fusion prendra effet d'un point de vue juridique entre les parties concernées à la date de la dernière Décision de l'Associé (la «Date de Prise d'Effet»). La Fusion ne sera opposable aux tiers qu'à compter de la publication au Mémorial pour chacune des Sociétés qui Fusionnent des Décisions de l'Associé approuvant la Fusion.

4. Rapport d'échange des parts sociales - modalités de remise des parts sociales.

4.1 Le rapport d'échange dans le cadre de la Fusion sera le suivant: en échange de cent vingt-six (126) actions détenues dans la Société Absorbée, l'associé de la Société Absorbée recevra trois (3) parts sociales de la Société Absorbante d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR), ce qui représente un rapport d'échange de 42:1 qui seront allouées à la Date de Prise d'Effet (le «Rapport d'Échange»).

4.2 Aucune soulte additionnelle ne sera versée à l'Associé dans le cadre de la Fusion.

4.3 À la suite de la Fusion, l'Associé de la Société Absorbée sera inscrit dans le registre des associés de la Société Absorbante comme propriétaire des trois (3) parts sociales le jour de la Date de Prise d'Effet.

4.4 Les dépôts nécessaires seront effectués auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

5. Annulation. À la suite de la Fusion, l'ensemble des parts sociales émises par la Société Absorbée seront annulées par la Décision de l'Associé de la Société Absorbée et l'associé de la Société Absorbée recevra trois (3) parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante comme décrit au point (4) ci-dessus.

6. La date à partir de laquelle les parts sociales à émettre par la Société Absorbante donneront le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute condition particulière relative à ce droit. À la suite de la Fusion, les parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante donneront, à compter de la Date de Prise d'Effet, le droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante. Aucune condition particulière n'est attachée à ce droit.

7. La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies du point de vue fiscal et comptable pour le compte de la Société Absorbante. Tant du point de vue fiscal que comptable, les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à compter du 31 janvier 2014.

8. Les droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales, ou les mesures proposées à leur égard. Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée n'ont émis d'instruments ou de titres autres que des parts sociales détenues par leur associé respectif et aucun droit spécial n'est attaché à ces parts sociales.

9. Les avantages particuliers attribués aux réviseurs d'entreprises, aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle, et aux commissaires aux comptes.

9.1 Aucun avantage particulier n'a été attribué à quelque personne que ce soit (en ce compris les membres du conseil de gérance ou le réviseur d'entreprises agréé des Sociétés qui Fusionnent).

9.2 Conformément à l'article 266(5) de la Loi, les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent ont proposé à l'associé des Sociétés de renoncer à l'examen par un expert indépendant du Projet commun de Fusion et du rapport d'expert. L'Associé de chacune des Sociétés qui Fusionnent a accordé cette renonciation en vertu des résolutions prises le 26 janvier 2015 (les «Résolutions de Renonciation»).

9.3 En outre, conformément aux articles 265 (3) et 267 (1) alinéa 2 de la Loi, l'Associé a, dans les Résolutions de Renonciation, décidé de renoncer au rapport du conseil de gérance prévu à l'article 265 (1) de la Loi concernant les Sociétés qui Fusionnent et à l'état comptable prévu à l'article 267 (1) c) de la Loi.

10. Informations disponibles sur la Fusion.

10.1 Le Projet de Fusion, ainsi que les documents repris à l'article 267 paragraphe 1 de la Loi sont mis à disposition au siège social de chacune des Sociétés qui Fusionnent à compter de la Publication et ce, au moins un (1) mois avant la date de l'Assemblée Générale respective. Les copies desdits documents peut être obtenue sur demande et sans frais.

11. Effets de la Fusion d'un point de vue juridique. La Fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:

11.1 la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

11.2 l'associé de la Société Absorbée devient associé de la Société Absorbante;

11.3 la Société Absorbée cesse d'exister, sans être liquidée;

11.4 l'annulation des parts sociales de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante ou par la société étant absorbée ou encore par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de l'une de ces sociétés;

11.5 en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Conformément aux provisions de l'article 271 paragraphe 2 de la Loi, le notaire soussigné certifie la légalité du projet de fusion rédigé conformément à la Loi.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à EUR 1.400,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes personnes comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, le mandataire des parties comparantes et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: A. SANCHEZ, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 1, le 11 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4350. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015028683/259.

(150032460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Premium Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 93.980.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015010868/10.

(150012582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

CGLux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2157 Luxembourg, 8, rue 1900.

R.C.S. Luxembourg B 113.951.

L'an deux mille quinze,

Le huit janvier,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

A comparu:

Monsieur Robert FRIEDRICH, gérant de sociétés, né le 5 janvier 1959 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2157 Luxembourg, 8, rue 1900 (ci-après l'«associé unique»),

Lequel comparant a déclaré au notaire instrumentant être le seul associé de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois «CGLux, S.à r.l.», ayant son siège social à L-3825 Schifflange, 18, Schefflengerbiert, constituée suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 11 janvier 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 831 du 26 avril 2006, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 113.951 (ci-après la «Société»).

Ledit comparant, en sa qualité d'associé unique, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'associé unique décide de transférer le siège social de L-3825 Schifflange, 18, Schefflengerbiert, à L-2157 Luxembourg, 8, rue 1900.

Deuxième résolution:

En conséquence de ce qui précède, l'associé unique décide de refondre l'article 3 des statuts de la Société, qui sera désormais lu comme suit:

« **Art. 3.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.»

Troisième résolution:

L'associé unique décide d'insérer les enseignes commerciales suivantes:

- Immooffice Real Estate;
- Le Syndic Luxembourgeois, en abrégé LSL;
- SERVUS;
- SERVUS Services;
- SERVUS Assurances;
- SERVUS Immobilier;
- SERVUS Investissements;
- F3 Consulting;
- Espace 1900.

Quatrième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, l'article 1^{er} des statuts doit être modifié et lu comme suit:

« **Art. 1^{er}.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «CGLux, S.à r.l.», exerçant le commerce aussi sous les enseignes commerciales suivantes:

- Immooffice Real Estate;
- Le Syndic Luxembourgeois, en abrégé LSL;
- SERVUS;
- SERVUS Services;
- SERVUS Assurances;
- SERVUS Immobilier;
- SERVUS Investissements;
- F3 Consulting;
- Espace 1900.»

Cinquième résolution:

L'associé unique constate que l'adresse actuelle du gérant, à savoir Robert FRIEDRICH, est désormais la suivante: L-2157 Luxembourg, 8, rue 1900.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. FRIEDRICH, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 13 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/918. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR COPIE CONFORME,

Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010498/68.

(150012247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

HBG Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 170.382.

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par devant Nous Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Bertrand GRABISCH, gérant de sociétés, né le 5 mars 1968 à Thionville (France) et demeurant à F-57130 Ars sur Moselle, 71, rue du Bois le Prêtre,

2. La société HOLDING BERTRAND, société de droit français à responsabilité limitée, avec siège social à F-57130 Ars-Sur-Moselle, 71, rue du Bois le Prêtre, immatriculée au RCS de Metz sous le numéro TI 518 291 026 ("HB" ou la "Société Absorbée")

tous deux ici représentée aux présentes par Me Arnaud FREULET, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations en date du 24 décembre 2014, lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire soussignée, resteront annexées au présent acte pour être enregistré avec lui.

Les comparants sont les seuls associés de HBG FINANCE S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue Sigismond, L-2537 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B170382, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 2125 du 27 août 2012 (la "Société" ou la «Société Absorbante»). Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la société.

Les associés ont déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Les associés détiennent toutes les parts sociales en circulation dans la Société, représentant ensemble 100% des droits de vote dans la Société, de sorte que des décisions peuvent valablement être prises sur tous les points portés à l'ordre du jour.

II. Par décision du 10 novembre 2014, le gérant unique de la Société a approuvé le projet de fusion (le «Projet de Fusion») établi conformément à l'article 261 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi de 1915») en vue de la fusion transfrontalière par absorption par la Société de HOLDING BERTRAND, société de droit français à responsabilité limitée, avec siège social à F-57130 Ars-Sur-Moselle, 71, rue du Bois le Prêtre, immatriculée au RCS de Metz sous le numéro TI 518 291 026 (ci-après «HB»), et ensemble avec la Société, les «Sociétés Fusionnantes»). Le Projet de Fusion daté du 10 novembre 2014 a été publié au Mémorial numéro 3427 du 18 novembre 2014, et déposé auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Metz le 12 novembre 2014, et publié au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC A) numéro 20140223 du 20 novembre 2014.

III. Les points sur lesquels des résolutions doivent être prises sont les suivants:

1. Prise de connaissance du Projet de Fusion, y compris le rapport d'échange y inclus.
2. Approbation de la Fusion entre la Société et HB par le biais d'une fusion transfrontalière par absorption sans liquidation de HB par la Société;
3. Prise de connaissance et approbation de la date d'effet comptable de la Fusion telle qu'indiquée dans le Projet de Fusion.
4. Augmentation du capital de la Société en conséquence de la Fusion, d'un montant de sept cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent cinquante-quatre euros (784.554.- EUR), pour le porter de son montant actuel de trente mille euros (30.000.- EUR) à huit cent quatorze mille cinq cent cinquante-quatre euros (814.554.- EUR), par l'émission de sept cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent cinquante-quatre (784.554) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR) en faveur des associés de la Société Absorbée en contrepartie du transfert universel de tous les actifs et passifs de HB à la Société.
5. Réduction de capital d'un montant de vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 29.999.-) par annulation de vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (29.999) parts sociales détenues par la Société suite à la Fusion.

6. Modification de l'article 6 des statuts.

IV. La Fusion, conformément au Projet de Fusion, a été approuvée par l'assemblée générale de la Société Absorbée en date du 27 décembre 2014. Une copie de ladite assemblée restera annexée au présent acte.

V. Les conditions des dispositions relatives aux fusions de la Loi de 1915 ont été remplies comme suit:

- a. Publication du Projet de Fusion le 18 novembre 2014 au Mémorial numéro 3427 soit un (1) mois au moins avant la date de la présente décision des Associés se prononçant sur le Projet de Fusion;
- b. Établissement d'un rapport écrit par les organes de gestion de chacune des Sociétés Fusionnantes expliquant le Projet de Fusion et en particulier le rapport d'échange des parts sociales (les «Rapports»).
- c. Les Associés confirment que les documents suivants ont été mis à disposition auprès du siège social de la Société pour inspection au moins un mois avant la date de la présente assemblée et en avoir pris connaissance:
 - i. Le Projet de Fusion;
 - ii. Les comptes annuels des Sociétés Fusionnantes et le rapport de gestion de la Société pour l'exercice 2013 et les comptes annuels de HB pour les exercices 2011, 2012, 2013;
 - iii. Les statuts des Sociétés Fusionnantes;
 - iv. Les Rapports;

Étant confirmé que les Associés des Sociétés Fusionnantes ont renoncé le 10 novembre 2014 à l'exigence de la Loi de 1915 d'un examen par un expert indépendant du Projet de Fusion et du rapport y relatif. Les Associés ont également renoncé à l'établissement d'un état comptable prévu à l'article 267 c) de la Loi de 1915.

VI. Après approbation par les Associés de ce qui précède, les Associés ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont déclaré qu'il avait une connaissance appropriée et suffisante du Projet de Fusion, selon lequel la Société et HB vont fusionner et en particulier qu'ils avaient connaissance du rapport d'échange des parts sociales et des conséquences de cette Fusion pour les Associés et les créanciers de la Société Absorbée.

Les Associés ont décidé d'approuver le rapport d'échange comme indiqué dans le Projet de Fusion à savoir une part de la Société Absorbante pour une part de la Société Absorbée.

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé d'approuver et de réaliser la Fusion par absorption avec transfert par la Société Absorbée, au titre d'une transmission universelle du patrimoine, de tous ses actifs et passifs à la Société conformément aux articles 259 et 274 de la Loi de 1915, et conformément au Projet de Fusion, sans exceptions ni réserves.

Les Associés reconnaissent que, conformément à l'article 273ter de la Loi de 1915, la Fusion sera effective dès la date de la publication de la présente assemblée au Mémorial (la «Date d'Effet de la Fusion»).

Les Associés ont décidé d'approuver (i) l'attribution de tous les avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société Absorbée à la Société et (ii) l'émission et la répartition des nouvelles parts de la Société aux associés de Société Absorbée en vertu de la quatrième résolution ci-dessous, conformément au rapport d'échange tel que prévu au Projet de Fusion et mentionné ci-avant.

Troisième résolution

Les Associés ont pris acte et approuvé (i) que, d'un point de vue comptable et fiscal, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme si elles l'avaient été pour le compte de la Société à partir du 1^{er} janvier 2014 et (ii) que la Fusion sera effective entre les Sociétés Fusionnantes à la date de ce jour et vis-à-vis des tiers à la Date d'Effet de la Fusion.

Quatrième résolution

Les Associés ont décidé avec effet à partir de la Date d'Effet de la Fusion d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de sept cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent cinquante-quatre euros (784.554.- EUR), pour le porter de son montant actuel de trente mille euros (30.000.- EUR) à huit cent quatorze mille cinq cent cinquante-quatre euros (814.554.- EUR), par l'émission de sept cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent cinquante-quatre (784.554) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR), en contrepartie du transfert universel à la Société de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée conformément au rapport d'échange indiqué dans le Projet de Fusion.

Les nouvelles parts sociales ainsi émises seront entièrement souscrites avec effet à la Date d'Effet de la Fusion par les associés de la Société Absorbée comme suit:

Monsieur Bertrand GRABISCH, prénommé: sept cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent cinquante-trois (784.553) parts sociales.

Monsieur Alexandre HARMAND, gérant de sociétés, né le 12 mai 1964 à Montelimar (France) et demeurant à F-54140 Jarville-la-Malgrange, 12, impasse des Jardins: une (1) part sociale.

Ces nouvelles parts donneront le droit de participer à toute distribution de bénéfice dans la Société à compter de la Date d'Effet de la Fusion.

Cinquième résolution

Les Associés ont décidé d'annuler les vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (29.999) parts sociales ordinaires existantes de la Société, d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1.-), détenues par la Société Absorbée et à transférer à la Société, en tant que Société Absorbante, suite à la fusion, prenant effet à la date à laquelle la fusion deviendra effective, et en conséquence réduire le capital social de la Société d'un montant de vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 29.999.-) pour le réduire de son montant actuel de huit cent quatorze mille cinq cent cinquante-quatre euros (814.554.- EUR) à un montant de sept cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent cinquante-cinq euros (784.555.- EUR).

Sixième résolution

Les Associés ont par conséquent décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société, qui prendra la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à sept cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent cinquante-cinq euros (784.555.- EUR) représenté par sept cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent cinquante-cinq (784.555) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1.-) chacune.»

Déclaration

En conformité avec l'article 271 (2) de la Loi de 1915, le notaire soussigné devra recevoir dans un délai de six (6) à compter du présent acte, l'attestation devant être émise par le greffe du Tribunal de Commerce de Metz constatant l'accomplissement correct et de manière satisfaisante des actes et formalités réalisés antérieurement et requis sous la loi française concernant la partie de la procédure de la fusion transfrontalière relative à la Société Absorbée.

Le notaire soussigné a vérifié et constaté l'existence et la légalité des actes et formalités requis par la Société sous la loi du Grand-Duché du Luxembourg et relatifs à la Fusion.

Le notaire soussigné a constaté que le Projet de Fusion a été approuvé dans les mêmes termes par les organes compétents des Sociétés Fusionnantes.

Le notaire soussigné déclare donc conformément à l'article 271 (2) de la Loi de 1915 que tous les actes et formalités requis pour la Fusion ont été légalement et valablement accomplis.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à trois mille euros (EUR 3.000.-).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire par nom, prénoms, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Freulet, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64393. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009820/143.

(150011282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Egée International I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 185.311.

Suite à un transfert de siège social, il convient de modifier l'adresse de Sandrine Anton précédemment au 35 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg par:

1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange

Leudelange, le 16 janvier 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015009661/13.

(150011076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

AptarGroup Global Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.430.342,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 191.409.

In the year two thousand and fifteen, on the seventh of January.

Before US Maître Henri BECK, notary public residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

AptarGroup International L.L.C., a limited liability company formed under the laws of the state of Delaware, United States of America, having its principal place of business at 475 W. Terra Cotta Ave., Suite E, Crystal Lake, IL 60014, United States of America, and registered with the Delaware Secretary of State, Division of Corporations under number 2925840,

here represented by Peggy Simon, private employee with professional address at 9 Rabatt, L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on January 7, 2015.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the entity appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The entity appearing, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The entity appearing is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") established in Luxembourg under the name of "AptarGroup Global Holding S.à r.l.", having its registered office at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 191.409 (NIN 2014 2455 820) (the "Company"), whose registered office, place of effective management and central administration have been transferred to the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of the undersigned notary dated October 27th, 2014, published in the "Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations", number 3527, on November 24th, 2014. The Company's articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated December 31st, 2015, not yet published in the "Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations".

II. The Company's share capital is set at four million nine hundred and eighty-three thousand eight hundred and sixty-nine Euro (EUR 4,983,869.-) represented by four million nine hundred and eighty-three thousand eight hundred and sixty-nine (4,983,869) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

III. The Sole Shareholder, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the share capital of the Company by four hundred and forty-six thousand four hundred and seventy-three Euro (EUR 446,473.-), in order to raise it from its present amount of four million nine hundred and eighty-three thousand eight hundred and sixty-nine Euro (EUR 4,983,869.-) to five million four hundred and thirty thousand three hundred and forty-two Euro (EUR 5,430,342.-), by the creation and issue of four hundred and forty-six thousand four hundred and seventy-three (446,473) new shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon, AptarGroup International L.L.C., prenamed, through its proxyholder, declared to subscribe to all the new shares and to have them fully paid up by a contribution in kind consisting of the capitalization of the amount of four hundred and ninety-one thousand, one hundred and twenty Euro (EUR 491,120.-) booked in the share premium account of the Company (the "Contribution in Kind").

Proof of the Contribution in Kind's existence and value has been given to the undersigned notary by the following documents:

- a declaration from the board of managers of the Company, dated January 7th, 2015; and
- a declaration from AptarGroup International L.L.C., prenamed, dated January 7th, 2015.

The excess amount of forty-four thousand, six hundred and forty-seven Euro (EUR 44,647.-) of the Contribution in Kind shall be allocated to the legal reserve of the Company.

Second resolution

Pursuant to the above resolution, the Sole Shareholder resolved to amend the article 6 of the articles of association of the Company, to give it henceforth the following wording:

" **Art. 6. Subscribed capital.** The share capital is set at five million, four hundred and thirty thousand, three hundred and forty-two Euro (EUR 5,430,342.-) represented by five million, four hundred and thirty thousand, three hundred and forty-two (5,430,342) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve."

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes and empower and authorize any Manager of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the shareholders' register of the Company.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the presently stated amendment to the articles of association of the Company are estimated at one thousand eight hundred Euro (EUR 1.800.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing entity, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing entity and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to proxyholder of the entity appearing, who is known to the notary by her Surname, Christian name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le sept janvier.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

AptarGroup International L.L.C., une société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son principal lieu d'établissement au 475 W. Terra Cotta Ave., Suite E, Crystal Lake, IL 60014, Etats-Unis d'Amérique, et inscrite auprès du Département d'Etat du Delaware, Division des Sociétés, sous le numéro 2925840,

ici représentée par Peggy Simon, employée privée, avec adresse professionnelle au 9 Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 7 janvier 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

La comparante, par sa mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associée unique (l'«Associée Unique») de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de «AptarGroup Global Holding S.à r.l.», ayant son siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.409 (NIN 2014 2455 820) (la «Société»), dont le siège social, le siège de direction effective et l'administration centrale ont été transférés au Grand-Duché de Luxembourg suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 27 octobre 2014, publié au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3527, le 24 novembre 2014. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné en date du 31 décembre 2014, non-encore publié au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations.

II. Le capital social de la Société est fixé à quatre millions neuf cent quatre-vingt-trois mille huit cent soixante-neuf euros (EUR 4.983.869,-) représenté par quatre millions neuf cent quatre-vingt-trois mille huit cent soixante-neuf (4.983.869) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, chaque part étant entièrement libérée.

III. L'Associée Unique, par sa mandataire, a requis le notaire instrumentaire de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre cent quarante-six mille quatre cent soixante-treize euros (EUR 446.473,-), pour le porter de son montant actuel de quatre millions neuf cent quatre-vingt-trois mille huit cent soixante-neuf euros (EUR 4.983.869,-) à cinq millions quatre cent trente mille trois cent quarante-deux euros (EUR 5.430.342,-), par la création et l'émission de quatre cent quarante-six mille quatre cent soixante-treize (446.473) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

Sur ce, AptarGroup International L.L.C., prénommée, par sa mandataire, a déclaré souscrire à toutes les nouvelles parts sociales et les libérer intégralement par un apport en nature consistant en la capitalisation du montant de quatre cent quatre-vingt-onze mille cent vingt euros (EUR 491.120,-) comptabilisé dans le compte de prime d'émission de la Société (l'«Apport en Nature»).

Preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport en Nature a été donnée au notaire soussigné par la production des documents suivants:

- une déclaration du conseil de gérance de la Société, en date du 7 janvier 2015; et
- une déclaration de AptarGroup International L.L.C., prénommée, en date du 7 janvier 2015.

Le montant excédentaire de quarante-quatre mille six cent quarante-sept euros (EUR 44.647,-) de l'Apport en Nature sera alloué à la réserve légale de la Société.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Associée Unique a décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société pour désormais lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital Souscrit.** Le capital social est fixé à cinq millions quatre cent trente mille trois cent quarante-deux euros (EUR 5.430.342,-) représenté par cinq millions quatre cent trente mille trois cent quarante-deux (5.430.342) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.»

Troisième résolution

L'Associée Unique a décidé de modifier le registre des associés de la Société afin d'y refléter les modifications qui précèdent, et de donner pouvoir et autorité à tout Gérant de la Société afin de procéder, pour le compte de la Société, à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison de la présente modification des statuts de la Société, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille huit cents Euros (EUR 1.800,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 08 janvier 2015. Relation: GAC/2015/306. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010383/153.

(150012452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Carolyn Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 170.513.

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par devant Nous Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Alexandre HARMAND, gérant de sociétés, né le 12 mai 1964 à Montelimar (France) et demeurant à F-54140 Jarville-la-Malgrange, 12, impasse des Jardins,

2. La société A.B2H, société de droit français à responsabilité limitée, avec siège social à F-54140 Jarville-la-Malgrange, 12, impasse des Jardins, immatriculée au R.C.S. de Nancy sous le numéro 518 290 465 ("A.B2H" ou la "Société Absorbée")

tous deux ici représentée aux présentes par Me Arnaud FREULET, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations en date du 24 décembre 2014, lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire soussignée, resteront annexées au présent acte pour être enregistré avec lui.

Les comparants sont les seuls associés de CAROLYN FINANCE S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue Sigismond, L-2537 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B170513, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 2164 du 31 août 2012 (la "Société" ou la «Société Absorbante»). Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la société.

Les associés ont déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Les associés détiennent toutes les parts sociales en circulation dans la Société, représentant ensemble 100% des droits de vote dans la Société, de sorte que des décisions peuvent valablement être prises sur tous les points portés à l'ordre du jour.

II. Par décision du 10 novembre 2014, le gérant unique de la Société a approuvé le projet de fusion (le «Projet de Fusion») établi conformément à l'article 261 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi de 1915») en vue de la fusion transfrontalière par absorption par la Société de A.B2H, société de droit français à responsabilité limitée, avec siège social à F-54140 Jarville-la-Malgrange, 12, impasse des Jardins, immatriculée au R.C.S. de Nancy sous le numéro 518 290 465 (ci-après «A.B2H»), et ensemble avec la Société, les «Sociétés Fusionnantes»). Le Projet de Fusion daté du 10 novembre 2014 a été publié au Mémorial numéro 3427 du 18 novembre 2014, et déposé auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Nancy le 12 novembre 2014, et publié au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC A) numéro 20140226 du 25 novembre 2014.

III. Les points sur lesquels des résolutions doivent être prises sont les suivants:

1. Prise de connaissance du Projet de Fusion, y compris le rapport d'échange y inclus.
2. Approbation de la Fusion entre la Société et A.B2H par le biais d'une fusion transfrontalière par absorption sans liquidation de A.B2H par la Société;
3. Prise de connaissance et approbation de la date d'effet comptable de la Fusion telle qu'indiquée dans le Projet de Fusion.

4. Augmentation du capital de la Société en conséquence de la Fusion, d'un montant de quatre cent cinquante-cinq mille sept cent quarante-cinq euros (455.745.- EUR), pour le porter de son montant actuel de trente mille euros (30.000.- EUR) à quatre cent quatre-vingt-cinq mille sept cent quarante-cinq euros (485.745.- EUR), par l'émission de quatre cent cinquante-cinq mille sept cent quarante-cinq (455.745) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR) en faveur des associés de la Société Absorbée en contrepartie du transfert universel de tous les actifs et passifs de A.B2H à la Société.

5. Réduction de capital d'un montant de vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 29.999.-) par annulation de vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (29.999) parts sociales détenues par la Société suite à la Fusion.

6. Modification de l'article 6 des statuts.

IV. La Fusion, conformément au Projet de Fusion, a été approuvée par l'assemblée générale de la Société Absorbée en date du 27 décembre 2014. Une copie de ladite assemblée restera annexée au présent acte.

V. Les conditions des dispositions relatives aux fusions de la Loi de 1915 ont été remplies comme suit:

a. Publication du Projet de Fusion le 18 novembre 2014 au Mémorial numéro 3427 soit un (1) mois au moins avant la date de la présente décision des Associés se prononçant sur le Projet de Fusion;

b. Établissement d'un rapport écrit par les organes de gestion de chacune des Sociétés Fusionnantes expliquant le Projet de Fusion et en particulier le rapport d'échange des parts sociales (les «Rapports»).

c. Les Associés confirment que les documents suivants ont été mis à disposition auprès du siège social de la Société pour inspection au moins un mois avant la date de la présente assemblée et en avoir pris connaissance:

i. Le Projet de Fusion;

ii. Les comptes annuels des Sociétés Fusionnantes et le rapport de gestion de la Société pour l'exercice 2013 et les comptes annuels de A.B2H pour les exercices 2011, 2012, 2013;

iii. Les statuts des Sociétés Fusionnantes;

iv. Les Rapports;

Étant confirmé que les Associés des Sociétés Fusionnantes ont renoncé le 10 novembre 2014 à l'exigence de la Loi de 1915 d'un examen par un expert indépendant du Projet de Fusion et du rapport y relatif. Les Associés ont également renoncé à l'établissement d'un état comptable prévu à l'article 267 c) de la Loi de 1915.

VI. Après approbation par les Associés de ce qui précède, les Associés ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont déclaré qu'il avait une connaissance appropriée et suffisante du Projet de Fusion, selon lequel la Société et A.B2H vont fusionner et en particulier qu'il avait connaissance du rapport d'échange des parts sociales et des conséquences de cette Fusion pour les Associés et les créanciers de la Société Absorbée.

Les Associés ont décidé d'approuver le rapport d'échange comme indiqué dans le Projet de Fusion à savoir une part de la Société Absorbante pour une part de la Société Absorbée.

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé d'approuver et de réaliser la Fusion par absorption avec transfert par la Société Absorbée, au titre d'une transmission universelle du patrimoine, de tous ses actifs et passifs à la Société conformément aux articles 259 et 274 de la Loi de 1915, et conformément au Projet de Fusion, sans exceptions ni réserves.

Les Associés reconnaissent que, conformément à l'article 273ter de la Loi de 1915, la Fusion sera effective dès la date de la publication de la présente assemblée au Mémorial (la «Date d'Effet de la Fusion»).

Les Associés ont décidé d'approuver (i) l'attribution de tous les avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société Absorbée à la Société et (ii) l'émission et la répartition des nouvelles parts de la Société aux associés de Société Absorbée en vertu de la quatrième résolution ci-dessous, conformément au rapport d'échange tel que prévu au Projet de Fusion et mentionné ci-avant.

Troisième résolution

Les Associés ont pris acte et approuvé (i) que, d'un point de vue comptable et fiscal, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme si elles l'avaient été pour le compte de la Société à partir du 1^{er} janvier 2014 et (ii) que la Fusion sera effective entre les Sociétés Fusionnantes à la date de ce jour et vis-à-vis des tiers à la Date d'Effet de la Fusion.

Quatrième résolution

Les Associés ont décidé avec effet à partir de la Date d'Effet de la Fusion d'augmenter le capital social de la Société d'un montant quatre cent cinquante-cinq mille sept cent quarante-cinq euros (455.745.- EUR), pour le porter de son montant actuel de trente mille euros (30.000.- EUR) à quatre cent quatre-vingt-cinq mille sept cent quarante-cinq euros (485.745.- EUR), par l'émission de quatre cent cinquante-cinq mille sept cent quarante-cinq (455.745) nouvelles parts

sociales d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR), en contrepartie du transfert universel à la Société de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée conformément au rapport d'échange indiqué dans le Projet de Fusion.

Les nouvelles parts sociales ainsi émises seront entièrement souscrites avec effet à la Date d'Effet de la Fusion par les associés de la Société Absorbée comme suit:

Monsieur Alexandre HARMAND, prénommé: quatre cent cinquante-cinq mille sept cent quarante-quatre (455.744) parts sociales.

Monsieur Bertrand GRABISCH, gérant de sociétés, né le 5 mars 1968 à Thionville (France) et demeurant à F-57130 Ars sur Moselle, 71, rue du Bois le Prêtre: une(1) part sociale.

Ces nouvelles parts donneront le droit de participer à toute distribution de bénéfice dans la Société à compter de la Date d'Effet de la Fusion.

Cinquième résolution

Les Associés ont décidé d'annuler les vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (29.999) parts sociales ordinaires existantes de la Société, d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1.-), détenues par la Société Absorbée et à transférer à la Société, en tant que Société Absorbante, suite à la fusion, prenant effet à la date à laquelle la fusion deviendra effective, et en conséquence réduire le capital social de la Société d'un montant de vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 29.999.-) pour le réduire de son montant actuel de quatre cent quatre-vingt-cinq mille sept cent quarante-cinq euros (485.745.- EUR) à un montant de quatre cent cinquante-cinq mille sept cent quarante-six euros (455.746.- EUR).

Sixième résolution

Les Associés ont par conséquent décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société, qui prendra la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à quatre cent cinquante-cinq mille sept cent quarante-six euros (455.746.- EUR) représenté par quatre cent cinquante-cinq mille sept cent quarante-six (455.746) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1.-) chacune.»

Déclaration

En conformité avec l'article 271 (2) de la Loi de 1915, le notaire soussigné devra recevoir dans un délai de six (6) à compter du présent acte, l'attestation devant être émise par le greffe du Tribunal de Commerce de Nancy constatant l'accomplissement correct et de manière satisfaisante des actes et formalités réalisés antérieurement et requis sous la loi française concernant la partie de la procédure de la fusion transfrontalière relative à la Société Absorbée.

Le notaire soussigné a vérifié et constaté l'existence et la légalité des actes et formalités requis par la Société sous la loi du Grand-Duché du Luxembourg et relatifs à la Fusion.

Le notaire soussigné a constaté que le Projet de Fusion a été approuvé dans les mêmes termes par les organes compétents des Sociétés Fusionnantes.

Le notaire soussigné déclare donc conformément à l'article 271 (2) de la Loi de 1915 que tous les actes et formalités requis pour la Fusion ont été légalement et valablement accomplis.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à deux mille trois cents euros (EUR 2.300.-).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire par nom, prénoms, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Freulet, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64394. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014146/144.

(150016856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Secura Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 35.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 193.490.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 15 décembre 2014, que l'associé unique de la Société, CVC Capital Partners VI Limited, une limited company, constitué et régi selon les lois de Jersey, immatriculé auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 111863, ayant son siège social à l'adresse suivante: 1, Waverley Place, Union Street, JE1 1SG St Helier, Jersey, a transféré la totalité des 3.500.000 parts sociales qu'il détenait dans la Société de la manière suivante:

- 1.092.725 parts sociales à CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners VI (A) L.P.; une limited partnership, constitué et régi selon les lois de Jersey, immatriculé auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 1611, ayant son siège social à l'adresse suivante: 1, Waverley Place, Union Street, JE1 1SG St Helier, Jersey;

- 1.095.242 parts sociales à CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners VI (B) L.P., une limited partnership, constitué et régi selon les lois de Jersey, immatriculé auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 1612, ayant son siège social à l'adresse suivante: 1, Waverley Place, Union Street, JE1 1SG St Helier, Jersey;

- 1.114.161 parts sociales à CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners VI (C) L.P., une limited partnership constitué et régi selon les lois de Jersey, immatriculé auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 1635, ayant son siège social à l'adresse suivante: 1, Waverley Place, Union Street, JE1 1SG St Helier, Jersey;

- 70.600 parts sociales à CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners VI (D) S.L.P., une limited partnership, constitué et régi selon les lois de Jersey, immatriculé auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 24, ayant son siège social à l'adresse suivante: 1, Waverley Place, Union Street, JE1 1SG St Helier, Jersey;

- 26.186 parts sociales à CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners Investment Europe VI L.P., une limited partnership, constitué et régi selon les lois de Jersey, immatriculé auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 1774, ayant son siège social à l'adresse suivante: 1, Waverley Place, Union Street, JE1 1SG St Helier, Jersey; - 101.086 parts sociales à CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners VI Associates L.P., une limited partnership, constitué et régi selon les lois de Jersey, immatriculé auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 1613, ayant son siège social à l'adresse suivante: 1, Waverley Place, Union Street, JE1 1SG St Helier, Jersey;

Les 3.500.000 parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners VI (A) L.P.	1.092.725 parts sociales
CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners VI (B) L.P.	1.095.242 parts sociales
CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners VI (C) L.P.	1.114.161 parts sociales
CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners VI (D) S.L.P.	70.600 parts sociales
CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners Investment Europe VI L.P.	26.186 parts sociales
CVC Capital Partners VI Limited agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC Capital Partners VI Associates L.P.	101.086 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Secura Topco S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015009269/53.

(150009996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Brit Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 106.040.

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first of December.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "BRIT INVESTMENTS S.A.", a société anonyme, having its registered office at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, registered with the "Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg" under the number B 106.040, incorporated by a deed of Maître Alex WEBER, notary residing in Bascharage, dated February 4th, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 525 on June 2nd, 2005. The Articles of Association of the Company have not yet been amended since.

The meeting is presided by Mrs Corinne PETIT, private employee, residing professionally at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo,

who appoints as secretary Mrs Marilyn KRECKÉ, private employee, residing professionally at the same address.

The meeting elects as scrutineer Mrs Corinne PETIT, prenamed.

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed "ne varietur" by the shareholders or their proxies, by the office of the meeting and the notary. The said list as well as the proxies will be registered with this deed.

II. That it appears from the attendance list, that all of the one thousand (1,000) shares are represented. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and decide on the aforementioned agenda of the meeting, of which the shareholders have been informed before the meeting.

III. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Transfer of the Company's registered office to 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange and subsequent amendment of article 2 of the articles of association of the Company;

2. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolution:

First resolution

The meeting decides to change the headoffice of the company of the Company from its current address 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg to 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, with immediate effect and subsequent amendment of article 2 of the articles of incorporation, which should be read as follows:

" **Art. 2. Paragraph 1.** The registered office of the company is established in the city of Bertrange."

Second resolution

The meeting notes that the professional address of the directors Mr. Simon Woodville BAKER, Ms. Corinne NERE and Ms. Dawn Evelyn SHAND and the registered office of the "Commissaire aux Comptes", the company "CITADEL ADMINISTRATION S.A." have changed to 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange.

Nothing else being on the agenda, the chairman closes the meeting.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us the notary the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente et un décembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «BRIT INVESTMENTS S.A.», avec siège social au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de

Luxembourg sous le numéro B 106.040, constituée suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 4 février 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 528 du 2 juin 2005, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo,

qui désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, demeurant professionnellement à la même adresse.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Corinne PETIT, prénommée.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il résulte de la liste de présence, que toutes les mille (1.000) actions sont représentés. La réunion est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur l'ordre du jour de la réunion citée ci-dessus, dont les actionnaires ont été informés avant la réunion.

III. Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la société au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, et modification subséquente de l'article 2 des statuts;

2. Divers.

Ce fait exposé et reconnu exact par l'assemblée, cette dernière, après délibération, a pris la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, à savoir 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, avec effet immédiat et de modifier l'article 2 des statuts qui se lira désormais comme suit:

« **Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social est établi à Bertrange.».

Deuxième résolution

L'assemblée constate que l'adresse professionnelle des administrateurs Mr. Simon Woodville BAKER, Mme Corinne NERE et Mme Dawn Evelyn SHAND et le siège social du Commissaire aux Comptes, la société «CITADEL ADMINISTRATION S.A.», a été transférée au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. Petit, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/838. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010453/101.

(150012419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Eleva Ucits Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 194.036.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of the month of January;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

There appeared:

The limited liability partnership governed by the laws of the United Kingdom ELEVA Capital LLP, with registered office in W1K 5JA London, 44 Davies Street, Brookfield House, 4th floor (United Kingdom), registered with the Registrar of Companies for England and Wales, Companies House, Cardiff, under number OC393003,

here represented by Mrs. Christine RENNERT, Rechtsanwältin, residing professionally in L-2520 Luxembourg, 1, Allée Scheffer, (the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as stated before, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited company (société anonyme):

Art. 1. Denomination.

1.1 There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a company in the form of a société anonyme qualifying as société d'investissement à capital variable under the name of ELEVA UCITS FUND (hereinafter the "Company").

Art. 2. Duration.

2.1 The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. Object.

3.1 The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

3.2 The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the "Law of 2010").

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in Mamer, in the Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 The registered office of the Company may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Company (the "Board of Directors"). For the purpose of transferring the registered office of the Company within the Grand Duchy of Luxembourg, the Board of Directors is empowered and instructed to take any requisite action, including amending these Articles of Incorporation, it being understood that, for the avoidance of doubt, no resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles will be required.

4.3 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

4.4 In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Capital - Shares - Classes and Sub-Funds.

5.1 The capital of the Company shall be represented by shares of no par value (the "Shares" and each a "Share") and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 22 hereof.

5.2 The initial share capital of the Company amounts to thirty one thousand euro (EUR 31,000) divided into 310 fully paid Shares of no par value.

5.3 The minimum capital of the Company shall be the minimum prescribed by Luxembourg law.

5.4 The Board of Directors is authorised without limitation to issue fully paid Shares at any time in accordance with Article 6 at a price based on the Net Asset Value (as defined in Article 22) per Share without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

5.5 The Board of Directors may delegate to any of its members (collectively, the “Directors” and each individually, a “Director”) or to any officer of the Company or to any duly authorised person, the duty to accept subscriptions and receive payment for such new Shares and to deliver these, remaining always within the provisions of the Law of 2010.

5.6 The capital of the Company, which has an umbrella structure as provided for in article 181 of the Law of 2010, may, as the Board of Directors shall determine, be divided into different portfolios of securities and other assets permitted by law with specific investment objectives and various risk or other characteristics (the “Sub-Funds” and each a “Sub-Fund”). The Sub-Funds may be denominated in different currencies as the Board of Directors shall determine. With regard to third parties, there is no cross liability between Sub-Funds and each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities reasonably attributable to it. Within each Sub-Fund, the Board of Directors may decide to issue different classes of Shares (the “Classes” and each a “Class”) which may differ, inter alia, with respect to their charging structure, dividend policies, hedging policies, investment minima, currency of denomination or other specific features, as the Board of Directors may decide to issue. The Board of Directors may decide if and from what date Shares of any such Classes shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board of Directors. Where the context so requires, references in these Articles of Incorporation to “Sub-Fund(s)” shall be references to “Class(es)”.

5.7 The assets of a specific Sub-Fund are exclusively available to satisfy the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that Sub-Fund.

5.8 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Sub-Funds. The Company shall prepare consolidated accounts in Euro.

Art. 6. Issue of Shares.

6.1 The Company may elect to issue Shares in both registered or bearer form. The Company shall issue statements of account to certify holdings of shareholders, which shall constitute extracts of the register of shareholders (the “Register”).

6.2 If bearer Shares are issued, certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations, he will be charged the cost of such exchange. Bearer Share certificates shall be signed by two Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile. However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

6.3 Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the Shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive Share certificates in bearer form or a confirmation of his shareholding.

6.4 Holders of bearer Shares may at any time request switching of their Shares into registered Shares. Holders of registered Shares may only request switching of their Shares into bearer Shares if permitted by the Board of Directors and disclosed in the prospectus of the Company as the same may be amended from time to time (the “Prospectus”).

6.5 Payments of dividends will be made by bank transfer or by check to shareholders, in respect of registered Shares, at their address in the Register or to designated third parties and, in respect of bearer Shares, in the manner determined by the Board of Directors from time to time in accordance with Luxembourg law.

6.6 A dividend declared but not paid on a Share for five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the Company. All issued Shares of the Company, other than bearer Shares, shall be inscribed in the Register, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefor by the Company and such Register shall contain the name of each holder of registered Shares, his residence or elected domicile and the number of Shares held by him. Every transfer of a registered Share shall be entered in the Register.

6.7 Transfer of bearer Shares shall be effected by delivery of the relevant bearer Share certificates. Transfer of registered Shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and if so requested by the Company, at its discretion, also signed by the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor.

6.8 In case of bearer Shares, the Company may consider the bearer, and in the case of registered Shares the Company shall consider the person in whose name the Shares are registered in the Register, as full owner of the Shares.

6.9 Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will also be entered in the Register.

6.10 In the event that a shareholder identified in paragraph 6.9 does not provide such an address, the Company may permit a notice to that effect to be entered in the Register and the shareholder’s address will be deemed to be at the

registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at the Company's registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.11 If payment made by any subscriber results in the issue of a Share fraction, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, in its sole discretion, as to the calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a pro rata basis. In the case of bearer Shares, only certificates evidencing full Shares will be issued.

6.12 The Company will recognise only one holder in respect of a Share in the Company unless otherwise determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus. In the event of joint ownership or bare ownership and usufruct, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners or bare owners and usufructuaries vis-à-vis the Company.

6.13 In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. Lost and Damaged Certificates.

7.1 If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, which shall indicate that it is a duplicate, the original Share certificate replaced by the duplicate certificate shall become void.

7.2 Mutilated Share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

7.3 The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original Share certificate(s).

Art. 8. Restrictions on Shareholding.

8.1 The Board of Directors shall have power to impose or relax such restrictions on any Shares or Sub-Fund (other than any restrictions on transfer of Shares, but including the requirement that Shares be issued only in registered form), but not necessarily on all Shares within the same Sub-Fund, as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company or no Shares of any Sub-Fund in the Company are acquired or held by or on behalf of:

(A) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority, if the Board of Directors determines that any Director, the Company, any manager of the Company's assets, any of the Company's investment managers or advisers or any Connected Person (as defined in Article 16) would suffer any disadvantage as a result of such breach;

(B) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which they might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority, or market timing and/or late trading practices.

8.2 Without limiting the generality of the foregoing, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and, without limitation, by any U.S. Person (as defined in the Prospectus).

8.3 In order to restrict or prevent the ownership of Shares pursuant to the authority granted in paragraph 8.2, the Company may:

(A) decline to issue any Share where it appears to it that such registration would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person who is precluded from holding Shares in the Company (a "Precluded Person");

(B) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests in a Precluded Person; and

(C) where it appears to the Company that any person who is a Precluded Person, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares, the Company may compulsorily redeem from any such shareholder all Shares held by such shareholder in the following manner:

(i) the Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder bearing such Shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as hereafter defined) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. Upon posting of such Redemption Notice, the said shareholder shall be obliged to deliver

to the Company the Share certificate or certificates (if issued) representing the Shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled;

(ii) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (the “Redemption Price”) shall be an amount equal to the Net Asset Value of Shares of the relevant Sub-Fund and Classes, determined in accordance with Article 22, less any redemption charge payable in respect thereof;

(iii) payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Sub-Fund or Class and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person, but if a Share certificate shall have been issued, then only upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. The Redemption Price which may not be distributed to the shareholders upon the implementation of the redemption will be deposited with the custodian for a period of six months and after such period, the Redemption Price will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation on behalf of the shareholders entitled thereto. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest);

(iv) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article 8 shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice; provided, that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(v) the Company declines to accept the vote of any Precluded Person at any general meeting of shareholders of the Company.

8.4 In addition to the foregoing, the Board of Directors may restrict the issue and transfer of Shares of a Sub-Fund to institutional investors within the meaning of articles 174, 175 and 176 of the Law of 2010 (“Institutional Investor(s)”). The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for Shares of a Sub-Fund reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of Shares of a Sub-Fund reserved for Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board of Directors will switch the relevant Shares into Shares of a Sub-Fund which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Sub-Fund with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant Shares in accordance with the provisions set forth above in this Article 8. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of Shares and consequently refuse to enter any transfer of Shares into the register of shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where Shares of a Sub-Fund restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds Shares in a Sub-Fund restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other shareholders of the relevant Sub-Fund and the Company’s agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

8.5 The Fund may further cause Shares to be redeemed if such Shares are held by/or for the account and/or on behalf of (i) a person that does not provide the necessary information requested by the Fund in order to comply with legal and regulatory rules such as but not limited to the FATCA provisions or (ii) a person who is deemed to cause potential financial risk for the Fund.

Art. 9. Powers of the General Meeting of Shareholders.

9.1 Any regularly constituted general meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Resolutions passed at such general meeting(s) shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Sub-Fund and Classes of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. General Meetings.

10.1 The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the notice of meeting, on the 2nd Thursday of the month of April or, if such day is not a bank business day in Luxembourg, on the next bank business day in Luxembourg thereafter, at 03:00 p.m. Luxembourg time. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

10.2 If permitted by and on the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

10.3 Other general meetings of shareholders or Sub-Fund or Class meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Sub-Fund or Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund or Class. Two or more Sub-Funds or Classes may be treated as one single Sub-Fund or Class if such Sub-Funds or Classes, as applicable, are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant Sub-Funds or Classes.

Art. 11. Notices, Quorum and Votes.

11.1 The quorum and notice periods required by law shall govern meetings of shareholders of the Company in all respects, including, without limitation, the procedures for convening and conducting such meetings, unless otherwise provided herein.

11.2 Each Share of a Sub-Fund, regardless of the Net Asset Value per Share within its Class, is entitled to one vote subject to the restrictions contained in these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax or by e-mail. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

11.3 Shareholders may also vote by means of a dated and duly completed form which must include the information as set out herein. The Board of Directors may in its absolute discretion indicate in the convening notice that the form must include information in addition to the following information: the name of the Company; the name of the shareholder as it appears in the Register; with respect to bearer Shares, the identification number of the certificate that was issued to the shareholder; the place, date and time of the meeting; the agenda of the meeting; and an indication as to how the shareholder has voted.

11.4 In order for the votes expressed by such form to be taken into consideration for the determination of the quorum, the form must be received by the Company or its appointed agent at least three (3) Business Days before the meeting or any other period as may be indicated in the convening notice by the Board of Directors.

11.5 If so decided by the Board of Directors at its discretion and disclosed in the convening notice for the relevant meeting, shareholders may take part in a meeting by way of videoconference or by any other means of telecommunication which allow them to be properly identified and in such case will be considered as present for the quorum and majority determination.

11.6 Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

11.7 The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. The Board of Directors.

12.1 The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. Members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company.

12.2 The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify; provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

12.3 In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 13. Proceedings of the Board of Directors.

13.1 The Board of Directors shall choose from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon request by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

13.2 The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at the Board of Directors. In his absence, the shareholders or the Board of Directors shall appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

13.3 Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing, by fax or by e-mail of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

13.4 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by fax or by e-mail another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing, by fax or by e-mail.

13.5 Meetings of the Board of Directors may be held by way of conference call, video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

13.6 Any meeting held by means of communication described in paragraph 13.5 shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company.

13.7 The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

13.8 The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least two Directors are present at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman or, in his absence, the chairman pro tempore shall have a deciding vote.

13.9 Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

13.10 The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given them by the Board of Directors.

13.11 The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors. The Board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether such person(s) is a member of the Board of Directors or not) as the Board of Directors thinks fit.

Art. 14. Minutes of Board of Directors Meetings.

14.1 The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

14.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, the secretary or by any two Directors.

Art. 15. Determination of the Investment Policies.

15.1 The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

15.2 The Board of Directors shall also determine any restrictions which shall, from time to time, be applicable to the investments of the Company, in accordance with part I of the Law of 2010 including, without limitation, restrictions in respect of:

(A) the borrowings of the Company and the pledging of its assets, and

(B) the maximum percentage of assets which the Company may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire.

15.3 The Board of Directors may decide that investments of the Company be made:

(A) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law of 2010;

(B) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a member state of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;

(C) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Oceania (including Australia), the American continents and Africa, or dealt in on another market in the countries referred to above; provided, that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;

(D) in recently issued transferable securities, and money market instruments; provided, that the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue; and

(E) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Company.

15.4 The Board of Directors of the Company may decide to invest up to one hundred percent (100%) of the net assets of each Class and/or Sub-Fund of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any member state of the European Union; its local authorities; a nonmember state of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company; public international bodies of which one or more of such member states are members; or by any other member state of the Organisation for Economic Cooperation and Development, provided, that in the case where the Company decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the Class and/or Sub-Fund concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty percent (30%) of the total net assets of such Class.

15.5 The Board of Directors may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law of 2010 and/or

financial derivative instruments dealt in over-the-counter markets; provided, that, among others, the underlying instrument consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law of 2010, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Company.

15.6 The Board of Directors may decide that investments of a Sub-Fund of the Company be made so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the Law of 2010 provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in any appropriate manner.

15.7 The Company will not invest more than 10% of the net assets of any Sub-Fund in undertakings for collective investment as defined in article 41 (1) (e) of the Law of 2010.

15.8 The Board of Directors may invest and manage all or any part of the assets of two or more Classes or Sub-Funds on a pooled basis, as described in Article 23, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

15.9 When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on the Company's behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of Shares at the request of shareholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law of 2010 do not apply.

15.10 The Board of Directors can decide that a Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold Shares to be issued or issued by one or more other Sub-Funds without the Company being subject to the requirements of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, with respect to the subscription, acquisition and/or the holding of its own Shares, under the conditions set out under article 181 (8) of the Law of 2010.

Art. 16. Director's Interest.

16.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate officer or employee of such other company or firm (a "Connected Person"). Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such an affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business, subject to paragraphs 16.2 and 16.3, below.

16.2 In the event that any Director or officer of the Company has a personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest, shall not consider or vote on any such transactions, and such Director's or officer's interest shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

Art. 17. Indemnity.

17.1 Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been a Director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

17.2 The words "claim", "actions", "suit", or "proceeding", shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words "liability" and "expenses" shall include, without limitation, attorney's fees, costs, judgments, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities.

17.3 No indemnification shall be provided hereunder to a Director or officer:

(A) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(B) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated not to have acted in good faith and in the reasonable belief that his action was in the best interests of the Company; or

(C) in the event of a settlement, unless there has been a determination that such Director or officer did not engage in wilful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office:

(i) by a court or other body approving the settlement; or

(ii) by vote of two thirds (2/3) of those members of the Board of Directors of the Company constituting at least a majority of such Board of Directors who are not themselves involved in the claim, action, suit or proceeding; or

(iii) by written opinion of independent counsel.

17.4 The right of indemnification provided by this Article 17 may be insured against by policies maintained by the Company, shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel other than Directors and officers may be entitled by contract or otherwise under law.

17.5 Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article 17 may be advanced by the Company, prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 18. Administration.

18.1 The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature of any Director or officer to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

18.2 All powers not expressly reserved by law or by the Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 19. Auditor.

19.1 The Company shall appoint an independent auditor who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2010. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

Art. 20. Redemption and Switching of Shares.

20.1 Without limiting the provisions provided in this Article 20, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

20.2 Any shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company; provided, that:

(A) in the case of a request for redemption of part of his Shares, the Company may redeem all of the remaining Shares held by such Shareholder, if compliance with such redemption request would result in the aggregate Net Asset Value of the outstanding Shares of any one Sub-Fund being less than such amount or number of Shares as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus from time to time; and

(B) the Company may limit the total number of Shares of any Sub-Fund which may be redeemed on a dealing day to a number representing a percentage (as set out in the Prospectus) of the net assets of a same Sub-Fund or a percentage (as set out in the Prospectus) of the net assets of Classes related to a single pool of assets in the Company.

20.3 If redemption is deferred pursuant to paragraph 20.2, the relevant Shares shall be redeemed at the Share price based on the Net Asset Value per Share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any redemption charge in respect thereof.

20.4 The redemption price shall be paid normally, within a period as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus following the later of the date on which the applicable Share price was determined or on the date the Share certificates (if issued) have been received by the Company and shall be based on the Share price for the relevant Class of the relevant Sub-Fund as determined in accordance with the provisions of Article 22 hereof, less any redemption charge in respect thereof. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Shares being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

20.5 Any such request must be filed or confirmed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares. The certificate or certificates for such Shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption price may be paid.

20.6 The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder requesting redemption of any of his Shares (but subject to the consent of the shareholder) in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of the relevant Sub-Fund equal in value (calculated in the manner described in Article 22 hereof) to the value of the holding to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares in the relevant Sub-Fund and the valuation used shall be confirmed by a special report by the Company's auditor.

20.7 Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

20.8 Unless otherwise determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus, any shareholder may request switching of the whole or part of his Shares of one Class of a Sub-Fund into Shares of a Class of another Sub-Fund or in another Class of the same Sub-Fund based on a switching formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of switching, and may make switching subject to payment of such charge, as it shall determine and disclose in the current Prospectus.

Art. 21. Valuations and Suspension of Valuations.

21.1 For the purpose of determining the issue, switching, and redemption on price thereof, the Net Asset Value of Shares in the Company shall be determined as to the Shares of each Class of each Sub-Fund by the Company from time

to time, but in no instance less than two (2) times per month, as the Board of Directors by resolution may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a “Valuation Day”).

21.2 The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of Shares of one or more Sub-Funds and/or the issue, redemption and/or switching of Shares in the following cases:

(A) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of the investments of the relevant Sub-Fund for the time being are quoted, is closed, other than for legal holidays or during which dealings are substantially restricted or suspended; provided, that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Sub-Fund attributable to such Sub-Fund;

(B) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency, in the opinion of the Board of Directors, as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant Sub-Fund by the Company is not possible;

(C) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the relevant Sub-Fund’s investments or the current price or value on any market or stock exchange;

(D) if the Company is being (or is proposed to be) wound up or merged, from the date on which notice is given of a general meeting of shareholders at which a resolution to wind up or merge the Company is to be proposed or if a Sub-Fund is being liquidated or merged, from the date on which the relevant notice is given;

(E) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to a Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained (including the suspension of the calculation of the net asset value of an underlying undertaking for collective investment);

(F) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of a Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange; or

(G) any other circumstances beyond the control of the Board of Directors.

21.3 The Board of Directors may, in any of the circumstances listed above, suspend the issue, redemption and/or switching of Shares without suspending the calculation of the Net Asset Value.

21.4 A notice of the beginning and of the end of any period of suspension pursuant to paragraph 21.2 will be published in a Luxembourg newspaper and in any other newspaper(s) selected by the Board of Directors, if, in the opinion of the Board of Directors, it is likely to exceed seven (7) Business Days. Shareholders will be promptly informed by mail of any such suspension and of the termination thereof.

21.5 Notice will likewise be given to any applicant or shareholder, as applicable, applying for purchase, redemption, or switching of Shares in the Sub-Fund(s) concerned. Such shareholders may give notice that they wish to withdraw their application for subscription, redemption and switching of Shares. If no such notice is received by the Company such application for redemption or switching as well as any application for subscription will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

21.6 The suspension of the Net Asset Value calculation of a Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, sale, redemption and switching of Shares of any other Sub-Fund for which the Net Asset Value calculation is not suspended.

Art. 22. Determination of Net Asset Value.

22.1 The net asset value (the “Net Asset Value”) of Shares of each Sub-Fund shall be expressed as a per Share figure in the currency of the relevant Sub-Fund as determined by the Board of Directors and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each Sub-Fund, being the value of the assets of the Company corresponding to such Sub-Fund less any liabilities attributable to such Sub-Fund at such time or times as the Directors may determine at the place where the Net Asset Value is calculated, by the number of Shares of the relevant Sub-Fund then outstanding adjusted to reflect any dealing charges, dilution levies or fiscal charges which the Board of Directors feels it is appropriate to take into account in respect of that Sub-Fund and by rounding the resulting sum as provided in the sales documents of the Company.

22.2 The Net Asset Value of the Company is expressed in Euro.

(A) The assets of the Company shall be deemed to include:

(i) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

(ii) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(iii) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, units/shares in undertakings for collective investment, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

(iv) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights or similar practices);

(v) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

(vi) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(vii) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

(B) The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

(i) the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) the value of securities and/or financial derivative instruments which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be based, except as defined in (iii) below, in respect of each security on the latest available dealing prices or the latest available mid-market quotation (being the mid point between the latest quoted bid and offer prices) on the stock exchange which is normally the principal market for such security;

(iii) where investments of the Company are both listed on a stock exchange and dealt in by market-makers outside the stock exchange on which the investments are listed then the Board of Directors will determine the principal market for the investments in question and they will be valued at the latest available price in that market;

(iv) securities dealt in on another regulated market are valued in a manner as near as possible to that described in paragraph (ii);

(v) in the event that any of the securities held in the Company's portfolio on the Valuation Day are not quoted or dealt in on a stock exchange or another regulated market, or for which no price quotation is available, or if the price as determined pursuant to sub-paragraphs (ii) and/or (iv) is not in the opinion of the Board of Directors representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities shall be determined prudently and in good faith, based on the reasonably foreseeable sales or any other appropriate valuation principles;

(vi) the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and verified by a competent professional appointed by the Board of Directors;

(vii) units or shares in underlying open-ended investment funds shall be valued at their last available net asset value reduced by any applicable charges;

(viii) liquid assets and money market instruments are valued at their market price, at their nominal value plus accrued interest or on an amortised cost basis in accordance with the European Securities and Markets Authority's guidelines on a common definition of European money market funds. If the Company considers that an amortization method can be used to assess the value of a money market instrument, it will ensure that this will not result in a material discrepancy between the value of the money market instrument and the value calculated according to the amortization method;

(ix) in the event that the above mentioned calculation methods are inappropriate or misleading, the Board of Directors may adjust the value of any investment or permit some other method of valuation to be used for the assets of the Company if it considers that the circumstances justify that such adjustment or other method of valuation should be adopted to reflect more fairly the value of such investments.

22.3 The Board of Directors may, in its absolute discretion, use different valuation methods than those set out above. In any case, the valuation methods will be disclosed in the Prospectus.

22.4 The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(A) all loans, bills and accounts payable;

(B) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fee, performance or management fee, custody fees and corporate agents' fees);

(C) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(D) an appropriate provision for future taxes based on capital and income on the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other provisions if any authorized and approved by the Board of Directors covering among others liquidation expenses; and

(E) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company comprising formation expenses, the remuneration and expenses of its Directors, conducting persons and officers, including their insurance cover, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses payable to its service providers and officers, accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees and expenses incurred in connection with the listing of the Shares of the Company at any stock exchange or to obtain a quotation or another regulated market, fees and expenses in respect of premises and information technology costs for the Conducting Persons, fees for legal and tax advisers in Luxembourg and abroad, fees for auditing services, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, distributing and printing of the prospectuses, notices, rating agencies, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports taxes or governmental charges, shareholders servicing fees and distribution fees payable to distributors of Shares in the Company, currency conversion costs, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling

assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

22.5 The Board of Directors shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund, and if applicable, for each Class in the following manner:

(A) the proceeds from the allotment and issue of each Sub-Fund or Class shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund or Class, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(B) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(C) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Class or Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Class or Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Class or Sub-Fund;

(D) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class or Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Classes or Sub-Funds pro rata based on the Net Asset Values of each portfolio; provided, that all liabilities attributable to a Class or Sub-Fund shall be binding on that Class or Sub-Fund; and

(E) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Class or Sub-Fund, the Net Asset Value of such Class or Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

22.6 Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities, money market instruments and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each Share class which is issued by the Company in relation with a same pool will change in accordance with the rules set out below.

22.7 In addition there may be held within each pool on behalf of one specific Share class or several specific Share classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all Share classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such class or Share classes specific liabilities.

22.8 The proportion of the portfolio which shall be common to each of the Share classes related to a same pool which shall be allocable to each class of Shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied mutatis mutandis.

22.9 The percentage of the Net Asset Value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of Shares shall be determined as follows:

(A) the percentage of the net assets of the common portfolio to be initially allocated to each Share Class shall be in proportion to the respective number of the Shares of each Class at the time of the first issuance of Shares of a new class;

(B) the issue price received upon the issue of Shares of a specific Class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant Share class;

(C) if, with respect to one Share class, the Company acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other Share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of Shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the Shares of such class or the redemption price paid upon redemption of Shares of such class;

(D) the value of class specific assets and the amount of class-specific liabilities are attributed only to the Share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the Net Asset Value per Share of such specific Share class or classes.

22.10 For the purposes of this Article:

(A) Shares for which a subscription request has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefor, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

(B) Shares of the Company to be redeemed under Article 20 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

(C) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any Sub-Fund is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of Shares; and

(D) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

22.12 If the Board of Directors so determines, the Net Asset Value of the Shares of each Sub-Fund may be converted at the middle market rate into such other currencies than the currency of denomination of the relevant class, referred to above, and in such case the issue and redemption price per Share of such Sub-Fund may also be determined in such currency based upon the result of such conversion.

Art. 23. Pooling.

23.1 The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for each Sub-Fund (hereafter referred to as “Participating Funds”) on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool (“Enlarged Asset Pool”) shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board of Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. It may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned. A Participating Fund will have rights against all the cash and other assets included in the Enlarged Asset Pool.

23.2 A Participating Fund’s participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units (“Units”) of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool, the Board of Directors shall in its discretion determine the initial value of a Unit which shall be expressed in such currency as the Board of Directors considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund Units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of Units, calculated to three decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a Unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of Units subsisting.

23.3 When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of Units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced, as applicable, by a number of Units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a Unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board of Directors considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

23.4 The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article 22 provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

23.5 Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

Art. 24. Issue of Shares.

24.1 Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be based on the Share price for the relevant Class of the relevant Sub-Fund plus an initial sales charge of up to 3% of the Net Asset Value per Share. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus. The Share price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board of Directors and subject to all applicable laws, including the requirement to prepare a special audit report by the Company’s auditor confirming the value of any assets contributed in specie, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 25. Distributors.

25.1 The Board of Directors may permit any company or other person appointed for the purpose of distributing Shares of the Company to charge any applicant for Shares a sales commission of such amount as such company or other person may determine but not exceeding 5% of the amount which the relevant applicant may decide to invest in Shares and such company may differentiate between applicants as to the amount of such sales commission (within the permitted limit); the Company may not pay from its own assets any brokerage or commission to agents in relation to the issue or sale of Shares.

Art. 26. Accounting Year.

26.1 The accounting year of the Company shall begin on 1 January of each year and shall terminate on 31 December of the same year. The accounts of the Company shall be expressed in Euro or such other currency as the Board of Directors may determine. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into Euro and aggregated for the purpose of determining the accounts of the Company.

Art. 27. Custodian.

27.1 The Company shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law of 2010 (the “Custodian”). All securities, cash and other assets of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume, in its role as Custodian to the Company and its shareholders, the responsibilities provided by law.

27.2 In the event that the Custodian provides notice of its intent to resign, the Board of Directors shall use its best efforts to find within two (2) months a corporation to act as custodian and, upon doing so, the Board of Directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board of Directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 28. Investment Manager.

28.1 The Company or its management company authorised under chapter 15 of the Law of 2010, as applicable, shall enter into investment management agreements with Eleva Capital LLP or any affiliated or associated company thereof (the “Investment Manager(s)”) for the management of the assets of the Company and assistance with respect to its portfolio selection. The Board of Directors may authorise the Investment Manager(s) to delegate from time to time the power to implement the investment policy and manage the assets of the Company. In the event of termination of said agreements in any manner whatsoever, the Company will, if applicable, change its name forthwith upon the request of any Investment Manager(s) to another name not resembling the one specified in Article 1 hereof.

Art. 29. Term, Liquidation, Merger and Division.

29.1 If the Company’s share capital falls below two-thirds of the minimum capital required by law, the Board of Directors must refer the matter of the dissolution to a general meeting of Shareholders, deliberating without any quorum and deciding by a simple majority of the Shares represented at the meeting. If the Company’s share capital is less than a quarter of the minimum capital required by law, the Board of Directors must refer the matter of dissolution of the Company to a general meeting of Shareholders, deliberating without any quorum; the dissolution may be decided by Shareholders holding a quarter of the Shares represented at the meeting. In the event of a dissolution of the Company, liquidation must be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine the liquidator(s)’s powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class (within each Sub-Fund) will be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class of each Sub-Fund in proportion to the number of Shares held by each the holder in such category of such Class.

29.2 The liquidation must be completed, in principle, within a period of nine (9) months from the date of the decision relating to the liquidation. Where the liquidation of the Company cannot be fully completed within nine (9) months, a written request for exemption shall be submitted to the Commission de Surveillance du Secteur Financier (“CSSF”) detailing the reasons why the liquidation cannot be completed.

29.3 As soon as it has been determined that the liquidation of the Company is complete, whether this decision is taken before the nine (9) month period has expired or at a later date, any residual funds not claimed by shareholders prior to the completion of the liquidation shall be deposited as soon as possible at the Caisse de Consignation.

29.4 A Sub-Fund or a Class may be terminated by resolution of the Board of Directors if (i) the Net Asset Value of a Sub-Fund or a Class is below such amount as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus from time to time; (ii) in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies; or (iii) if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Sub-Fund or a Class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a Sub-Fund or a Class should be terminated. In such event, the assets of the Sub-Fund will be realized, the liabilities discharged and the net proceeds of realization distributed to shareholders in proportion to their holding of Shares in that Sub-Fund or Class against such evidence of discharge as the Board of Directors may reasonably require. Shareholders shall be notified of any decision made pursuant to this paragraph as required. No Shares shall be redeemed after the date of the decision to liquidate the Sub-Fund or a Class.

29.5 The liquidation of a Sub-Fund or a Class must be completed, in principle, within a period of nine (9) months from the date of decision of the Board of Directors relating to the liquidation. Where the liquidation of a Sub-Fund or a Class cannot be fully completed within a period of nine (9) months, a written request for exemption shall be submitted to the CSSF detailing the reasons why the liquidation cannot be completed.

29.6 As soon as it has been determined that the liquidation of the Company is complete, whether this decision is taken before the nine (9) month period has expired or at a later date, any residual funds not claimed by shareholders prior to the completion of the liquidation shall be deposited as soon as possible at the Caisse de Consignation.

29.7 The Company may be merged in accordance with the provisions of the Law of 2010. In the event the Company is involved in a merger as the surviving undertaking for collective investment in transferable securities (“UCITS”), the Board of Directors, in its sole discretion, will decide on the merger and the effective date thereof; in the event the Company is involved in a merger as the absorbed UCITS and thereafter ceases to exist, a general meeting of shareholders will be required to approve and decide on the effective date of such merger by a resolution adopted with no quorum

requirement and at the simple majority of the votes validly cast at such meeting. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

29.8 The Board of Directors may resolve to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 2010) of any Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with (i) another existing Sub-Fund within the Company or another sub-fund within another Luxembourg or foreign UCITS; or (ii) a new Luxembourg or foreign UCITS, and as appropriate, to re-designate the Shares of the Sub-Fund concerned as Shares of the new Sub-Fund or of the new UCITS as applicable. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

29.9 A Class may merge with one or more other Classes by resolution of the Board of Directors if the Net Asset Value of a Class is below such amount as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus from time to time or in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a Class should be merged. Shareholders shall be notified of any decision made pursuant to this paragraph as required. Each shareholder of the relevant Class shall be given the option, within a period to be determined by the Board of Directors (but not being less than one (1) month, unless otherwise authorised by the regulatory authorities, and specified in said notice), to request free of any redemption charge either the repurchase of its Shares or the exchange of its Shares against Shares of any Class not concerned by the merger. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

29.10 A Class may be contributed to another investment fund by resolution of the Board of Directors in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a Class should be contributed to another fund. Shareholders shall be notified of any decision made pursuant to this paragraph as required. Each shareholder of the relevant Class shall be given the option within a period to be determined by the Board of Directors (but not being less than one month, unless otherwise authorised by the regulatory authorities, and specified in said notice) and specified in said notices, to request, free of any redemption charge, the repurchase of its Shares. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due. Where the holding of units in another undertaking for collective investment does not confer voting rights, the contribution will be binding only on shareholders of the relevant Class who expressly agree to the contribution.

29.11 If the Board of Directors determines that it is in the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund or Class or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one Sub-Fund or Class, by means of a division into two or more Sub-Funds or Classes, may take place. Shareholders shall be notified of any decision made pursuant to this paragraph as required. The notification will also contain information regarding the new Sub-Funds or Classes. The notification will be made at least one month before the date on which the reorganization becomes effective in order to enable the shareholders to request the sale of their Shares, free of charge, before the operation involving division into two or more Sub-Funds or Classes becomes effective. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

Art. 30. Amendment of Articles of Incorporation.

30.1 These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of Shares of any Class or Sub-Fund vis-à-vis those of any other Class or Sub-Fund shall be subject, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant Class or Sub-Fund.

Art. 31. General.

31.1 All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the Law of 2010.

Transitory provisions

(1) The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.

(2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2016.

Subscription and payment

(1) The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid up in cash the following Shares:

Shareholder	Subscribed Capital	Number of Shares
ELEVA Capital LLP	EUR 31,000.-	310

(2) Proof of such payment in cash has been given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately two thousand six hundred Euros.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

First resolution:

The following persons are appointed Directors of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2016:

- (a) Mr. Hervé COUSSEMENT, born in Woippy (France), on March 22, 1968, with professional address at 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer (Grand Duchy of Luxembourg);
- (b) Mr. Chi Hao LEE, born in Guildford (United Kingdom), on July 25, 1973, with professional address at Flat 6A, Way Man Court, 50-52 Village Road, Happy Valley (Hong Kong); and
- (c) Mr. Eric BENDAHAN, born in Caracas (Venezuela), on February 6, 1977, with professional address at Brookfield House, 44 Davies Street, W1K 5JA London (United Kingdom).

Second resolution:

The following party has been appointed licensed registered auditor ("réviseur d'entreprises agréé") of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2016:

The cooperative company ("société coopérative") existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "PricewaterhouseCoopers", having its registered office in L-2182 Luxembourg, 2, rue Gerhard Mercator, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 65477.

Third resolution:

The registered office of the Company is fixed at 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer (Grand Duchy of Luxembourg).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with article 189(2) of the Law of December 17, 2010 on undertakings for collective investments

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with the notary the present deed.

Signé: C. RENNER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 27 janvier 2015. 2LAC/2015/1908. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015743/848.

(150019199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Globavia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 74.635.

Par la présente, je présente ma démission de mon poste d'administrateur avec effet immédiat.

Le 1^{er} Janvier 2015.

Kaliroi Thouas.

Référence de publication: 2015009779/9.

(150011359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Bike-Fit S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8390 Nospelt, 1, rue Abbé Georges Kayser.

R.C.S. Luxembourg B 166.012.

L'an deux mil quatorze, le trente-et-un décembre.

Pardevant Maître Karine Reuter, notaire de résidence à Pétange (Grand Duché de Luxembourg),

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de la société

BIKE-FIT S.à.r.l.

une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-4771 Pétange, 3 rue du Parc,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.012,

constituée suivant un acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 décembre 2011, publiée au Mémorial C du 17 février 2012, numéro 434, page 20820,

dont le capital social s'élève à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,00 €) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,00 €).

A comparu

Monsieur Patrick GUILLAUME, kinésithérapeute, né le 18 novembre 1966, à Arlon (Belgique), demeurant à L-8390 Nospelt, Am Bongert 9, agissant en sa qualité d'associé unique de ladite société.

La partie comparante représentant l'intégralité du capital social de ladite société a prié le notaire d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société à sa nouvelle adresse sise à L-8390 Nospelt, 1 rue Abbé Georges Kayser.

Deuxième résolution

A la suite de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5 alinéa 1^{er} des statuts afin de lui conférer dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. Alinéa 1^{er}.** Le siège de la société est établi dans la Commune de Kehlen.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, le Président a déclaré clos le présent procès-verbal.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaire(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de MILLE TROIS CENT EUROS (1.300,00-€). A l'égard du notaire instrumentant, toutes les parties comparantes et / ou signataires des présentes reconnaissent être solidairement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée faite aux parties comparantes, connues du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les parties comparantes ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: P. GUILLAUME, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 9 janvier 2015. Relation: EAC/2015/701. Reçu soixante-quinze euros 75.-.

Le Releveur (singé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008685/51.

(150009837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.